Directeur de la rédaction et de la Publication : Sanae El Amrani

N° 1052 • Du 30 mai au 5 juin 2025

# LA VÉRITÉ

laverite.ma

DIPLÔMES SANS LENDEMAIN

## QUAND LE MÉRITE NE SUFFIT PLUS À TRACER UN AVENIR

Ils étaient censés ouvrir les portes de l'avenir. Mais aujourd'hui, les diplômes universitaires marocains peinent à garantir un emploi, une reconnaissance ou même une crédibilité. Entre scandales de falsification, saturation des filières, chômage massif des lauréats et fuite des talents, l'université publique semble avoir perdu sa mission première. La Vérité lève le voile sur une institution en crise, de plus en plus désertée par la jeunesse et délaissée par les réformes.

CHEPTEL

## 6,2 milliards de dirhams pour relancer l'élevage et prévenir une crise structurelle

LE SECTEUR INFORMEL AU MAROC

## Un géant énigmatique au cœur de l'économie

## Maroc, source d'inspiration pour un monde en quête de sens

LA VÉRITÉ laverite.ma

Prix de vente en kiosque 10 DH

https://www.laverite.ma

N° 1052
LAVERITE
Du 30 mai au 5 juin 2025

# L'université, pilier à restaurer

**Par Sanae El Amrani**

**L'UNIVERSITÉ MAROCAINE** traverse aujourd'hui une phase critique, à la fois visible et silencieuse. Avec plus de 1,3 million d'étudiants inscrits dans les établissements publics pour l'année universitaire 2024-2025, et un taux de chômage qui touche près d'un diplômé sur cinq, les signaux d'alerte sont bien présents. À cela s'ajoutent des amphithéâtres saturés, des encadrants débordés, et des filières à accès ouvert confrontées à des débouchés de plus en plus restreints. Pourtant, au milieu de ces tensions, l'université demeure le lieu central de l'effort éducatif national, portée par une jeunesse déterminée à apprendre et à réussir.

Il ne s'agit pas ici de pointer du doigt, mais d'alerter avec responsabilité. Car ce qui est en jeu dépasse les enjeux pédagogiques ou économiques : il s'agit d'un enjeu de confiance. Confiance des étudiants envers leurs établissements, confiance des familles envers l'école publique, confiance des employeurs envers les qualifications délivrées. Lorsque cette confiance vacille, c'est l'ensemble du système qui se fragilise.

Le scandale révélé à l'université Ibn Zohr d'Agadir en mai 2025, concernant un trafic présumé de diplômes, a choqué l'opinion. Il ne doit pas masquer les efforts constants de nombreux enseignants, chercheurs et cadres administratifs qui œuvrent, souvent dans des conditions difficiles, pour maintenir le cap de l'excellence. Mais il rappelle aussi qu'aucune institution n'est à l'abri des dérives si elle n'est pas soutenue, modernisée et gouvernée de manière exemplaire.

> **L'université n'est pas un simple tremplin vers l'emploi. Elle est un espace de réflexion, de transmission, de dialogue.**

Il serait injuste de réduire le paysage universitaire aux seuls signes d'essoufflement. Des avancées notables ont été enregistrées dans le domaine de la recherche scientifique, certains établissements figurent dans les classements internationaux, et des réformes structurelles ont été engagées pour mieux arrimer les formations aux réalités du marché de l'emploi. Des établissements comme l'Université Mohammed VI Polytechnique, portée par des acteurs stratégiques du pays, illustrent ce que peut produire une vision audacieuse, structurée et tournée vers l'innovation. Cette dynamique mérite d'être consolidée et partagée, au bénéfice de tout l'écosystème académique.

Mais pour que l'université publique retrouve pleinement sa place, il faut repenser ses priorités. Mieux orienter les étudiants, renforcer les filières scientifiques et technologiques, accompagner les enseignants-chercheurs dans leur mission, valoriser les partenariats avec les entreprises et encourager la création de valeur par la recherche. Il faut aussi garantir l'intégrité académique et donner aux jeunes l'assurance que le mérite et l'effort seront reconnus.

L'université n'est pas un simple tremplin vers l'emploi. Elle est un espace de réflexion, de transmission, de dialogue. Elle joue un rôle essentiel dans la formation de citoyens éclairés, capables de contribuer à l'évolution de la société dans le respect de ses valeurs et de ses institutions. La renforcer, c'est investir dans l'avenir.

LAVÉRITÉ
laverite.ma
25 ANS ensemble
(contact@laverite.ma)

Directeur de la rédaction
et de la Publication
**Sanae El Amrani**
(s.elamrani@laverite.ma)

Fondateur
**FEU ABDALLAH EL AMRANI**

Rédacteur en chef
**Hamza Abdelouaret**

Rédaction
**Sanae El Amrani, Fayçal El Amrani, Driss El Filali, Kenza El Mdaghri**

Reporters
**Mohammed Taoufiq Bennani**
(t.bennani@laverite.ma),
**Yassine Andaloussi**
**Salima Serghini**

Chroniqueurs
**Jawad Kerdoudi, Taieb Jamai, Taieb Dekkar,**

Infographiste
**Mohammed Jibril**
Assistante de direction
**Fatiha Lakmad**
(f.lakmad@laverite.ma)
Assistant de la rédaction
**Noureddine Choukry**

Abonnement Newsletter
**www.laverite.ma**
**contact@laverite.ma**
**Tel: +212661310794**

Photos
**MAP**
Impression
**Ecoprint**
Distribution
**Sochepress**
Technique et commercial
**96, Rue Alwahda, Mers Sultan, Casablanca**
Tél.
**05 22 47 22 86, 05 22 47 34 12**
Télécopie/Fax
**05 22 20 29 67**
N° de la Commission Paritaire
**H.F/040-06**

SERVICE MILITAIRE

# Un devoir, une fierté nationale
## et le développement des aptitudes sportives

**Inscriptions ouvertes jusqu'au 23 juin, pour les jeunes de 19 à 25 ans**

www.tajnid.ma

N° 1052
LAVERITE
Du 30 mai au 5 juin 2025

TLScontact à Laâyoune

# La diplomatie à portée de main

Un tournant discret mais significatif a été franchi à Laâyoune avec l'ouverture, le 27 mai 2025, du centre TLScontact chargé du traitement des demandes de visa pour la France. L'événement, marqué par la présence du consul général de France à Agadir, traduit un changement d'échelle dans la relation bilatérale, en rapprochant les services consulaires des habitants des provinces du Sud. Cette implantation, première du genre dans la région, vise à alléger les contraintes géographiques et à démocratiser l'accès aux formalités administratives pour les déplacements vers l'espace Schengen.

Pendant longtemps, les demandeurs de visa originaires de Laâyoune, Dakhla, Smara ou Boujdour devaient parcourir des centaines de kilomètres pour se rendre à Agadir ou Casablanca, parfois au prix d'un effort logistique et financier important. En répondant à cette carence structurelle, le nouveau centre devient un levier d'inclusion territoriale, mais aussi un signal diplomatique fort. La France manifeste ainsi sa volonté de renforcer sa présence au Sahara marocain tout en offrant aux citoyens un service de proximité aligné sur les standards internationaux.

Le centre TLScontact de Laâyoune prend en charge l'ensemble du processus de demande : dépôt de dossier, prise d'empreintes, suivi administratif, remise des passeports. Accessible uniquement sur rendez-vous, il bénéficie d'une plateforme numérique fluide et offre des conditions d'accueil modernes, adaptées à tous les profils de demandeurs, y compris les étudiants, les chefs d'entreprise, les patients nécessitant un traitement médical à l'étranger ou les familles en visite.

Cette inauguration ne relève pas du seul registre technique. Elle reflète un basculement stratégique dans la gestion des relations franco-marocaines, notamment après les tensions diplomatiques qui ont marqué les années 2021 à 2023, durant lesquelles les restrictions sur les visas avaient suscité une vive réaction au sein de la société marocaine. L'ouverture du centre s'inscrit dans une dynamique de normalisation, de rééquilibrage et d'écoute. Elle témoigne d'un choix clair : celui d'une diplomatie de terrain, attentive aux réalités régionales et résolue à créer des passerelles concrètes.

L'accueil réservé par les autorités locales, les acteurs économiques et les associations civiles à Laâyoune confirme l'importance de cette avancée. Dans une région en pleine mutation, qui ambitionne de devenir un hub logistique, universitaire et touristique de premier plan, cette initiative renforce l'attractivité et l'ouverture à l'international. Elle s'inscrit dans le prolongement des efforts déployés dans le cadre du Nouveau Modèle de Développement des Provinces du Sud, qui valorise les infrastructures, l'investissement et la connectivité.

En installant ce centre à Laâyoune, la France rejoint d'autres pays européens ayant renforcé leur ancrage consulaire dans la région. Sans en faire un acte politique explicite, cette décision acte une réalité : le Sahara marocain est aujourd'hui un territoire de mobilité, d'échange et de projection. Et le lien entre Laâyoune et Paris, jadis entravé par les distances et les lenteurs, se matérialise désormais par une passerelle bien réelle, fondée sur la proximité, la confiance et le service aux citoyens.

Aïd al-Adha 2025

# Quand les abats deviennent un luxe et révèlent une crise plus profonde

**Par Hamza Abdelouaret**

À l'approche de l'Aïd al-Adha 2025, le pays vit une situation inédite : une fête sans sacrifice rituel, mais marquée par une flambée spectaculaire des prix des abats, transformant ces produits autrefois modestes en denrées de luxe. Cette réalité met en lumière des tensions économiques, sociales et culturelles profondes.

Suite à l'appel du Roi Mohammed VI exhortant les citoyens à s'abstenir du sacrifice cette année pour préserver un cheptel fragilisé par des années de sécheresse et de crises sanitaires, les Marocains ont cherché à maintenir l'esprit de la fête en se tournant massivement vers les boucheries. Résultat : une explosion de la demande pour les abats, éléments centraux des traditions culinaires de l'Aïd.

Les prix ont atteint des sommets vertigineux. La douara, habituellement vendue autour de 250 dirhams, se négocie désormais entre 500 et 700 dirhams, avec des pointes à 1.000 dirhams dans certaines boucheries de Casablanca et Rabat. La viande ovine, quant à elle, avoisine les 100 à 130 dirhams le kilo, contre 75 à 90 dirhams les années précédentes.

Cette flambée des prix est alimentée par une offre limitée, conséquence directe de la réduction des abattages, et une demande accrue, les familles cherchant à préserver les traditions festives. Les professionnels du secteur confirment cette tendance inquiétante, soulignant que la situation pourrait empirer à l'approche de l'Aïd.

Face à cette situation, les autorités n'ont pas encore annoncé de mesures de régulation, laissant le champ libre à la spéculation et à la hausse continue des prix. Les ménages, notamment les plus modestes, se retrouvent ainsi pris en étau entre le désir de célébrer et les réalités économiques.

Cette crise révèle également des tensions culturelles. Si le sacrifice rituel est suspendu, la consommation effrénée d'abats interroge sur l'évolution des pratiques et des valeurs. Pour de nombreuses familles, il s'agit de préserver coûte que coûte les repères culinaires et émotionnels de la fête, même au prix d'un effort financier inédit.

L'Aïd al-Adha 2025, sans sacrifice mais pas sans abats, met en lumière une société en quête d'équilibre entre traditions, économie et modernité. La flambée des prix des abats n'est que la partie émergée d'un malaise plus large, entre pression du marché, résilience sociale et attachement aux rites.

N° 1052 LAVERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

Cheptel

# 6,2 milliards de dirhams pour **relancer l'élevage et prévenir une crise structurelle**

**Alors que les campagnes sortent affaiblies par six années de sécheresse, le gouvernement engage un plan d'envergure pour reconstituer le cheptel et restaurer la souveraineté pastorale. Un tournant stratégique dans la politique agricole.**

**Par Hamza Abdelouaret**

L'annonce a fait l'effet d'un soulagement dans les milieux agricoles. Le ministère de l'Agriculture a dévoilé un programme massif de 6,2 milliards de dirhams destiné à la reconstitution du cheptel, fortement fragilisé par les effets conjugués du climat, de la hausse des prix des intrants et du recul des capacités de reproduction. Le plan, qui s'étalera sur deux années (2025–2026), s'inscrit dans la dynamique de résilience initiée par le Royaume pour sécuriser la production animale, en particulier les filières ovine et caprine, vitales pour des centaines de milliers de ménages ruraux.

Présenté par le ministre Ahmed El Bouari à l'issue du Conseil de gouvernement, le programme bénéficie de la Haute Sollicitude Royale et s'articule autour de cinq axes fondamentaux, alliant mesures d'urgence et actions de moyen terme.

## Un plan en cinq axes : soulager, nourrir, protéger, accompagner, reproduire

Le premier axe, budgétisé à 700 millions de dirhams, vise à rééchelonner les dettes de près de 50.000 éleveurs, en particulier les petits exploitants. Les créances inférieures à 100.000 dirhams bénéficieront d'une annulation de 50 %, celles entre 100.000 et 200.000 dirhams d'un allègement de 25 %, tandis que les dettes supérieures seront restructurées avec exonération des intérêts de retard. Cette mesure, financée directement par l'État, cible les foyers les plus exposés, souvent installés dans les zones arides ou montagneuses.

Le deuxième pilier, doté de 2,5 milliards de dirhams, porte sur le soutien direct à l'alimentation animale. Le gouvernement prévoit de subventionner 7 millions de quintaux d'orge, pour un prix plafonné à 1,5 dirham/kg, et 7 millions de quintaux d'aliments composés pour petits ruminants à 2 dirhams/kg. Une opération logistique d'envergure confiée à l'ONCA, visant à soulager les éleveurs dans un contexte de renchérissement des matières premières.

Le troisième axe s'attaque à un point crucial : la préservation des femelles reproductrices. Une vaste opération de marquage de 8 millions de têtes est lancée, accompagnée d'une aide directe de 400 dirhams pour chaque animal conservé jusqu'en mai 2026, afin de prévenir leur abattage précoce et garantir le renouvellement naturel du cheptel.

Le quatrième volet prévoit une campagne de traitement préventif pour 17 millions de têtes d'ovins et de caprins, avec un budget de 150 millions de dirhams, mobilisé pour contrer la recrudescence de maladies aggravées par la sous-alimentation et le stress hydrique.

Enfin, le programme intègre un dispositif de reproduction assistée par la création de plateformes d'insémination artificielle, et un accompagnement technique ciblé des éleveurs. Un budget de 50 millions de dirhams est prévu pour améliorer la génétique des races locales, souvent délaissée dans les plans précédents.

## Transparence et ciblage : un tournant dans la gouvernance de l'action rurale

Au-delà des montants annoncés, le succès du plan repose sur sa mise en œuvre locale. L'État teste une nouvelle approche de gouvernance territoriale, centrée sur la transparence, le ciblage des bénéficiaires et l'encadrement des aides.

Pour assurer une exécution rigoureuse du plan de reconstitution du cheptel, le gouvernement a opté pour une approche territorialisée et encadrée. Une circulaire conjointe entre le ministère de l'Agriculture et celui de l'Intérieur est en cours de finalisation. Elle fixera les modalités de mise en œuvre du programme au niveau local, avec des commissions mixtes présidées par les walis et gouverneurs, appuyés par les directions régionales de l'agriculture, les services vétérinaires, l'ONCA et les chambres professionnelles.

Ce choix n'est pas anodin. Il vise à éviter les écueils relevés lors de précédents plans d'urgence, notamment ceux de 2020 et 2022, où plusieurs irrégularités avaient été recensées. Des rapports internes au ministère évoquaient alors des taux d'erreurs allant jusqu'à 20 % dans l'identification des éleveurs bénéficiaires, faute de critères harmonisés et de contrôles rigoureux.

Cette fois, l'exécutif entend conditionner l'aide à des indicateurs clairs : possession effective d'un cheptel reproducteur, localisation dans une zone vulnérable (zone semi-aride ou montagneuse), enregistrement au registre national agricole (RNA), traçabilité des aides antérieures. Le ministère envisage même la création d'une plateforme numérique de suivi, permettant aux autorités provinciales de centraliser les données, avec des vérifications croisées à chaque niveau.

Le principe d'aide directe ciblée est maintenu, notamment pour les 400 dirhams accordés par femelle reproductrice conservée, mais il sera assorti d'une série de visites de terrain et d'opérations de contrôle aléatoires. Le dispositif prévoit également des voies de recours pour les éleveurs non retenus, afin d'éviter les tensions dans les zones sensibles.

En coulisses, ce chantier de gouvernance est perçu par plusieurs hauts responsables comme un test stratégique. Il s'agit non seulement de garantir le bon usage de 6,2 milliards de dirhams, mais aussi d'expérimenter un nouveau modèle d'intervention publique : plus décentralisé, plus responsable, et plus proche des réalités locales. Un modèle que le ministère de l'Agriculture espère généraliser à d'autres dispositifs, à commencer par ceux de la stratégie Génération Green.

## De l'urgence à la stratégie : Génération Green comme cadre d'intégration

Le programme de reconstitution du cheptel s'inscrit dans la dynamique de Génération Green 2020–2030, nouvelle stratégie agricole du Royaume. Il en incarne l'un des principes fondateurs : replacer l'agriculteur au cœur de l'action publique.

À première vue, le plan de 6,2 milliards de dirhams peut apparaître comme une simple réponse conjoncturelle à la crise climatique et pastorale. Mais il constitue aussi un prolongement concret de la stratégie Génération Green, lancée officiellement en février 2020 par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, pour succéder au Plan Maroc Vert.

Cette nouvelle vision repose sur deux piliers : le développement du capital humain agricole et la pérennisation des filières de production à travers des modèles durables et équitables. Le programme de soutien aux éleveurs, dans sa logique de ciblage des petits producteurs, d'encouragement à la reproduction locale, et d'accompagnement technique de proximité, traduit pleinement ces ambitions.

Selon les chiffres du ministère de l'Agriculture, Génération Green vise à faire émerger une nouvelle génération de 350.000 jeunes agriculteurs à l'horizon 2030, à mobiliser un million d'hectares au profit des petits porteurs de projets, et à renforcer la place des femmes rurales dans les chaînes de valeur. Dans cette logique, la sauvegarde du cheptel n'est pas un objectif isolé, mais un levier pour stabiliser l'emploi, enrayer l'exode rural et rétablir l'équilibre entre les territoires.

L'encadrement technique prévu dans le cinquième axe du plan (insémination artificielle, conseil de proximité, amélioration génétique) s'inscrit parfaitement dans cette orientation. De même, l'effort budgétaire en faveur des aliments subventionnés et du marquage des femelles reproductrices rejoint l'un des marqueurs forts de Génération Green : l'aide directe conditionnée à la production réelle et au respect de pratiques durables.

Ce plan permet également de tirer des leçons des critiques adressées au Plan Maroc Vert, accusé d'avoir favorisé les grands exploitants au détriment des petits. En 15 ans, 99 milliards de dirhams avaient été mobilisés au profit des grandes filières agricoles, contre 14,5 milliards pour les petits exploitants. Avec Génération Green, le gouvernement affirme vouloir renverser cette logique, en allouant 55 % de l'effort financier global au monde de l'agriculture familiale, soit environ 52 milliards de dirhams sur les 94,5 engagés à ce jour.

Le programme de reconstitution du cheptel devient ainsi une illustration tangible de cette inflexion stratégique. Il répond à une urgence, mais s'inscrit dans une perspective de long terme : construire un tissu agricole plus équilibré, plus résilient, et plus inclusif.

## Un plan sous contrainte du calendrier : viser l'équilibre avant l'Aïd al-Adha 2026

Derrière l'ambition stratégique, une échéance pèse déjà sur le calendrier du programme : rétablir un niveau de cheptel suffisant pour éviter une nouvelle flambée des prix à l'approche de l'Aïd al-Adha. L'année 2026 sera un révélateur.

Si les effets du programme de reconstitution du cheptel s'inscrivent dans une logique pluriannuelle, l'Aïd al-Adha 2026 apparaît déjà comme un point de bascule. La fête religieuse, qui mobilise chaque année plus de 5,5 millions de têtes ovines, est aussi un moment économique capital pour des dizaines de milliers d'éleveurs, mais également un enjeu social fort pour les ménages.

Or, le marché reste fragile. En 2024, le recul du cheptel reproducteur, combiné à une forte dépendance aux importations d'aliments, avait provoqué une hausse moyenne des prix de 20 à 30 %, notamment dans les grandes villes. Selon les chiffres de la Direction des statistiques agricoles, le cheptel national est passé de 21,6 millions de têtes en 2015 à 13,3 millions en 2023, avant une timide remontée cette année grâce aux dernières pluies.

Le programme gouvernemental entend donc non seulement reconstituer les stocks à moyen terme, mais aussi éviter un déséquilibre brutal de l'offre et de la demande dès l'an prochain. Le soutien aux aliments, l'aide directe pour les femelles reproductrices et le traitement sanitaire visent ainsi à accélérer le rythme de reconstitution dès cette campagne agricole 2025–2026.

Les experts du secteur estiment que pour retrouver un équilibre stable d'ici l'Aïd al-Adha 2026, le nombre de naissances ovines et caprines devra dépasser les 10 millions de têtes, un seuil ambitieux mais atteignable si les conditions pluviométriques restent favorables et si l'aide parvient effectivement aux éleveurs les plus exposés.

À cet horizon, le programme de 6,2 milliards de dirhams est donc à la fois une réponse conjoncturelle et une manœuvre d'anticipation économique. Il vise à redonner confiance aux éleveurs, à maîtriser l'inflation saisonnière et à restaurer l'autonomie de la filière pastorale.

Plus largement, ce plan pourrait servir de baromètre pour mesurer l'efficacité de la stratégie rurale marocaine, sa capacité à réagir dans l'urgence tout en consolidant les bases d'un modèle durable. L'Aïd al-Adha 2026 pourrait en être le premier test à grande échelle.

N° 1052 LA VERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

Bourita révèle les clés de la diplomatie marocaine

# Conventions, diaspora et action en Afrique

**Que se passe-t-il dans les coulisses de la diplomatie marocaine ? En cette fin de mois de mai 2025, le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, s'est exprimé depuis la Chambre des représentants à Rabat, offrant un aperçu éclairant de la diplomatie marocaine. Lors de ses interventions, notamment les 26 et 27 mai, il a dépeint une politique étrangère en mouvement, loin des postures théoriques, focalisée sur des mécanismes concrets, l'ancrage africain et la valorisation de sa diaspora. Quels sont les moteurs de cette approche résolument orientée vers l'action ?**

**Par Mohammed Taoufiq Bennani**

## Les fondations : conventions et engagements

L'un des piliers fondamentaux de la politique étrangère du Maroc réside dans son cadre conventionnel. Le Royaume a ainsi conclu près de 7.500 conventions internationales, dont les deux tiers ont été signés sous le règne de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Mais l'importance ne réside pas seulement dans le nombre de ces accords. Bourita a rappelé les consignes royales, soulignant que "l'importance ne réside pas dans la signature des conventions, mais dans leur mise en œuvre".

De ce fait, assurer la crédibilité des engagements pris est primordial. Pour cela, le Maroc s'appuie sur plusieurs mécanismes de suivi. Les commissions mixtes bilatérales jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement de l'application de ces accords. De plus, les départements gouvernementaux concernés veillent à leur mise en œuvre effective. Les ambassadeurs du Roi dans les différents pays reçoivent également des instructions claires : faire de l'accompagnement du cadre conventionnel un élément clé de leur mission. Cette approche proactive vise à maximiser l'impact des accords, notamment économiques. Le Maroc dispose actuellement d'environ 800 accords économiques "en mesure de générer un impact significatif dans ses relations bilatérales, à la faveur des facilités et incitations qu'ils offrent".

## Les Marocains du monde : un pilier du développement

La protection des droits des Marocains résidant à l'étranger (MRE) et la facilitation de leur contribution au développement du Royaume sont au centre de l'approche gouvernementale. Nasser Bourita a souligné la "Haute sollicitude" dont jouissent les MRE auprès du Roi Mohammed VI. Le Discours Royal du 6 novembre 2024 a d'ailleurs appelé à adopter une nouvelle approche pour traiter les questions relatives à cette "frange de la société".

En effet, les MRE sont considérés comme faisant "partie intégrante de la nation marocaine", contribuant au développement du pays. L'interaction avec leurs problématiques ne doit pas être "conjoncturelle ou circonstancielle" mais capitaliser sur les succès, comme l'opération Marhaba, pour bâtir une

vision différente. Pourtant, le potentiel économique des MRE en tant qu'investisseurs reste largement inexploité. Bourita a révélé que "seulement 10% des transferts des Marocains du monde, qui dépassent les 117 milliards de DH, sont destinés à l'investissement". Les orientations royales du 6 novembre 2024 ont accordé une place capitale à cette question, notamment en ce qui concerne le cadre institutionnel et la création de la Fondation Mohammedia des Marocains résidant à l'étranger. Pour libérer ce potentiel, il est crucial d'associer les MRE à l'élaboration et à la mise en œuvre des lois, y compris celles relatives à l'investissement. Comme l'indique le roi Mohammed VI: "Les Marocains du monde sont en mesure de contribuer amplement au développement du pays en tant qu'investisseurs, pourvu que les procédures soient adaptées à leurs spécificités".

## L'Afrique : une priorité stratégique et un engagement concret

L'Afrique constitue une priorité stratégique "constante" de la politique étrangère marocaine. Le Souverain est profondément convaincu que "l'avenir du Royaume est lié à l'avenir du Continent". Cet avenir ne peut se construire que par les efforts des Africains eux-mêmes et le renforcement d'une coopération "agissante" entre les pays. Le thème de la Journée de l'Afrique, célébrée le 26 mai à Rabat, "L'intégration et le développement en Afrique : Accélérer la connectivité et la coopération interafricaine", reflète parfaitement cette vision. C'est un appel à la "mobilisation globale et à l'action agissante pour consacrer l'intégration africaine" et faire des ambitions de développement une "réalité tangible".

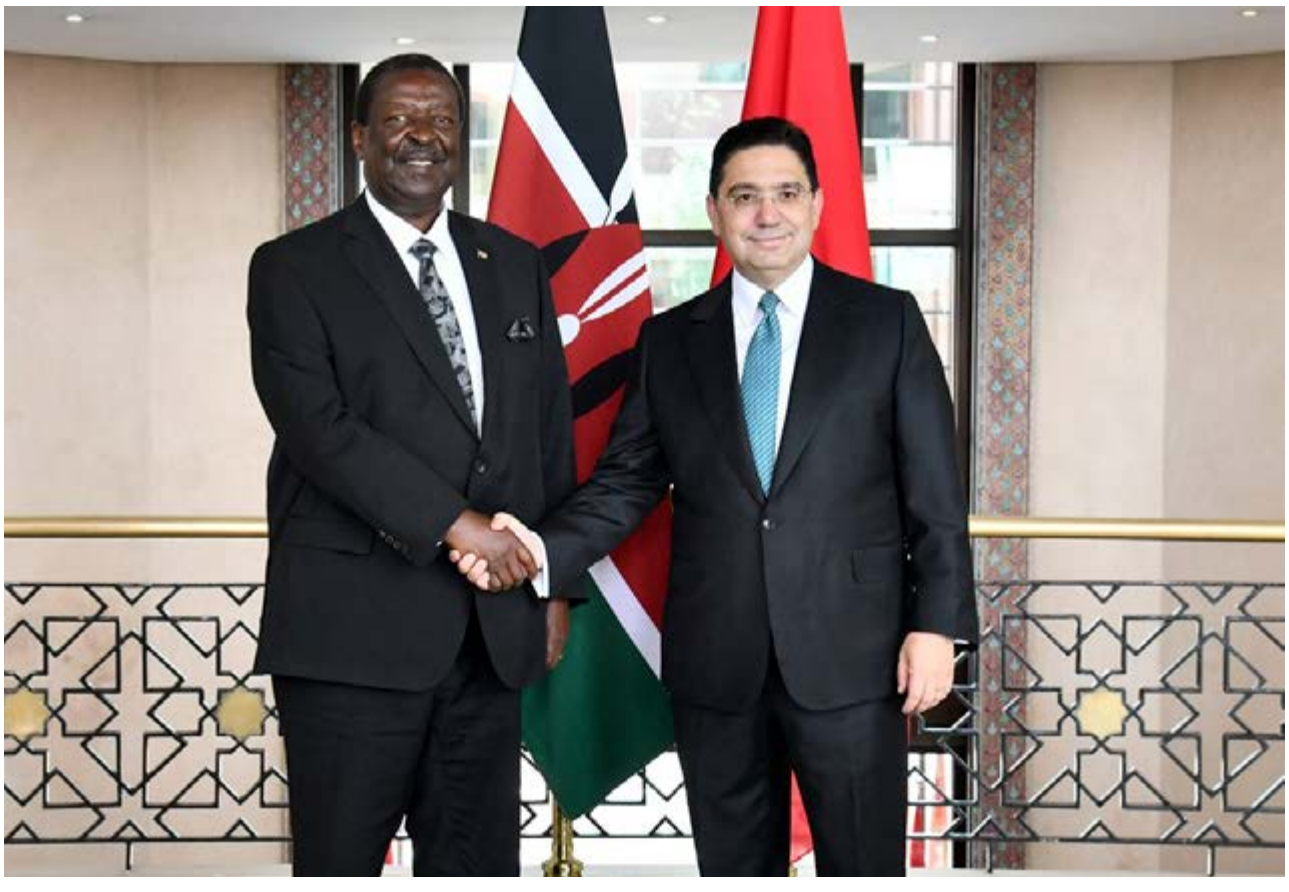
L'engagement marocain envers l'Afrique dépasse le simple symbolisme. Le Ministre Bourita a insisté : "Le Maroc ne célèbre pas l'Afrique un jour par an, le Maroc vit l'Afrique, investit en Afrique et croit en l'Afrique chaque jour". Le Roi Mohammed VI considère que "l'Afrique n'est pas un terrain de compétition, mais un espace de solidarité, de coopération et de coémergence". Face à un constat têtu, l'Afrique ne représente que 3 % du commerce mondial et seulement 17 % de ses échanges sont intra-africains, c'est pourquoi, changer cet état de fait est devenu "une question de survie". L'Afrique doit "accélérer, s'interconnecter, se doter de leviers souverains, de chaînes de valeur intégrées, et d'industries capables de transformer, chez elle, sa matière première".

Le Maroc, loin de prétendre détenir un modèle miracle, a fait le "choix clair : celui de l'action, de la constance, et de la parole tenue". Adoptant une posture de partenaire de long terme en Afrique, le Maroc met l'accent sur les actions concrètes plutôt que sur les paroles ou les promesses. Comme l'a souligné Bourita, le Royaume "ne théorise pas la solidarité, [il la] met en œuvre", prouvant son engagement par des réalisations tangibles. De même, il "ne promet pas, [il] construit", et "ne fait pas que commercer, [il] investit" sur le continent. Cette approche démontre un choix clair de l'action et de la constance, visant à passer d'une "Afrique des bonnes intentions à une Afrique des bonnes pratiques et des bons résultats".

## Solidarité, respect et action

Des initiatives concrètes illustrent cet engagement, comme la livraison de vaccins, l'investissement dans les infrastructures (médicales, éducatives, agricoles, énergétiques) et des projets phares tels que le gazoduc Nigeria-Maroc ou l'initiative pour l'accès à l'Atlantique des pays du Sahel. L'ambition pour l'Afrique repose sur "trois principes fondamentaux : solidarité active, respect mutuel et action concrète". Le continent doit se doter d'un "agenda économique clair, cohérent et centré sur l'autonomie stratégique", incluant la transformation des matières premières, la numérisation, la sécurité énergétique et alimentaire, et le démantèlement des barrières freinant la ZLECAf. Un "électrochoc d'intégration" est nécessaire, qui "viendra de nous Africains, par nous Africains", et le Maroc est prêt à en être "le catalyseur", non pour diriger, mais pour "fédérer" et "proposer".

Pour conclure, la politique étrangère marocaine, telle que présentée par Bourita, s'appuie sur des fondations solides qui sont le respect et l'application des conventions, intègre pleinement le potentiel de sa diaspora en adaptant procédures et lois et fait de l'Afrique un théâtre d'action privilégié basé sur la solidarité, l'investissement et l'intégration concrète. Mais en misant sur la mise en œuvre des accords internationaux, la mobilisation du potentiel économique de sa diaspora et un engagement concret et constant en faveur de l'intégration et du développement africain, cette politique étrangère pragmatique est-elle en mesure de transformer durablement l'influence et le développement du Royaume sur la scène internationale dans les années à venir ?



N° 1052 LA VERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

Les analyses socio-économiques de proximité

# Un levier stratégique pour incarner les orientations royales

**Dans une conjoncture marquée par des mutations rapides, des attentes sociales croissantes et des disparités territoriales persistantes, le Maroc fait face à un impératif majeur, celui d'adapter son action publique aux réalités concrètes du terrain. La réussite du projet de développement porté par les orientations du Roi Mohammed VI repose, non seulement, sur une vision stratégique claire, mais également sur une capacité accrue à comprendre les spécificités locales. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les analyses socio-économiques de proximité, aussi appelées «analyses frontales».**

**Par Yassine Andaloussi**

Bien plus qu'un simple outil d'observation, cette démarche constitue un levier stratégique pour améliorer l'efficacité gouvernementale, renforcer la transparence des politiques publiques, et répondre de manière ciblée aux besoins des citoyens. Parallèlement aux grandes réformes nationales, elle permet de raccorder la planification macroéconomique à une lecture fine des dynamiques locales.

## L'enjeu d'une observation enracinée dans les territoires

Les données centralisées, recueillies à travers les instruments classiques de la statistique publique, offrent une lecture globale des évolutions économiques et sociales. Toutefois, elles peinent souvent à capturer les nuances, les fractures invisibles et les tensions locales. Le Maroc, riche de sa diversité géographique, culturelle et humaine, ne peut être saisi dans sa totalité à travers des moyennes nationales. De ce fait, il devient impératif de compléter ces analyses générales par des investigations menées au plus près des réalités vécues. Les analyses frontales permettent de recueillir des informations qualitatives et contextuelles, issues d'enquêtes de terrain, d'entretiens avec les populations, et de l'observation directe des infrastructures et des services publics. Elles donnent à voir ce que les chiffres seuls ne peuvent raconter, à savoir les parcours de vie, les attentes citoyennes, les blocages institutionnels. Non seulement ces analyses améliorent la connaissance territoriale, mais elles renforcent également la pertinence des interventions publiques. En cela, elles deviennent un outil d'efficacité gouvernementale essentiel.

## Alignement avec la vision royale : la proximité comme fondement de la bonne gouvernance

Depuis son accession au Trône, le Roi Mohammed VI n'a cessé de plaider pour une gouvernance centrée sur l'humain. L'appel à la territorialisation des politiques publiques, à travers notamment le chantier structurant de la régionalisation avancée, s'inscrit dans une logique de déconcentration intelligente et de responsabilisation accrue des collectivités territoriales.

Les analyses frontales prolongent cette vision en ancrant les politiques publiques dans une compréhension concrète et actualisée des territoires. Elles permettent aux décideurs de ne plus penser pour les populations, mais avec elles, en les écoutant, en identifiant leurs besoins réels, et en adaptant les dispositifs en conséquence.

Parallèlement, cette approche soutient la construction d'un contrat social renouvelé. En rendant visible l'écoute des doléances locales, elle contribue à rasséréner la population, à renforcer la confiance dans les institutions, et à favoriser l'adhésion aux politiques publiques.

## Des disparités territoriales à prendre au sérieux : vers des réponses différenciées

Le Maroc fait face à des inégalités territoriales structurelles. Dans certaines provinces rurales, l'accès aux services de base – eau potable, électricité, santé, éducation – demeure un défi quotidien. À l'inverse, dans les zones urbaines à forte croissance, les enjeux portent davantage sur la régulation de l'expansion, l'emploi des jeunes, ou encore la mobilité durable. Une réponse unifiée serait inefficace. Les analyses socio-économiques de proximité permettent,

de ce fait, d'identifier les priorités d'un territoire donné, en fonction de ses contraintes, de ses ressources et de ses perspectives. Elles contribuent à une allocation plus efficiente des ressources publiques, permettant des réductions des coûts et une optimisation des finances publiques. En ajustant les investissements aux besoins réels, elles évitent le gaspillage, les redondances, et les projets inadaptés.

## Renforcer la participation et la coresponsabilité locale

Les politiques efficaces sont souvent celles qui sont partagées. L'analyse frontale ne se limite pas à une collecte de données descendante, elle inclut une dimension participative forte. En associant les élus locaux, les associations, les représentations professionnelles, les jeunes et les femmes à l'identification des problématiques, elle crée une dynamique de coresponsabilité. Cette implication citoyenne favorise l'émergence de solutions ancrées dans le réel, réalistes et mieux acceptées. Elle permet aussi d'identifier les initiatives locales, souvent innovantes, mais peu visibles, qui peuvent être valorisées, soutenues, et même dupliquées ailleurs. Non seulement cette démarche démocratise la conception des politiques, mais elle améliore également leur mise en œuvre. Un programme co-construit est plus susceptible de réussir car il s'inscrit dans une logique de partenariat et de redevabilité mutuelle.

## Moderniser l'action publique par la proximité et la réactivité

L'un des piliers du nouveau modèle de développement marocain est la modernisation de l'État. Mais moderniser ne signifie pas seulement numériser ou réformer les structures. Cela implique une révision profonde des méthodes de travail, des canaux de remontée d'information, et des mécanismes de suivi.
Les analyses de terrain apportent une capacité d'anticipation et une agilité décisionnelle. Elles permettent aux administrations locales de disposer d'indicateurs précis, régulièrement actualisés, pour ajuster leurs priorités, corriger les écarts, et évaluer les impacts.
Par ailleurs, en améliorant la transparence dans la formulation et l'évaluation des politiques, elles renforcent la légitimité de l'action publique. Une administration perçue comme transparente, proche, et réactive, contribue à stabiliser les relations entre l'État et les citoyens, tout en renforçant la cohésion sociale.

## Des outils à consolider : vers une ingénierie territoriale renforcée

Pour que cette démarche devienne un véritable pilier de la gouvernance territoriale, elle doit être soutenue par une montée en compétence des collectivités locales et des administrations déconcentrées. Il ne s'agit pas seulement de diagnostiquer, mais d'installer une culture de l'observation continue, du dialogue territorial, et de l'évaluation.
Cela implique une formation des agents publics aux méthodologies d'enquête, d'analyse qualitative et de cartographie sociale, la mise en place de systèmes d'information territoriaux intégrés, interopérables, et accessibles. Le développement de partenariats avec les universités, les laboratoires de recherche, et les experts locaux. La création de plateformes participatives pour recueillir les perceptions citoyennes de manière continue.
Parallèlement, l'institutionnalisation de ces dispositifs est nécessaire pour garantir leur pérennité. Il ne suffit pas que les analyses soient ponctuelles, elles doivent devenir un réflexe de gestion, un préalable à toute planification, un outil de dialogue permanent entre les différentes strates de gouvernance.

## Une cohérence intergouvernementale à renforcer

L'efficacité de cette approche repose également sur la coordination verticale entre les niveaux de décision : central, régional, provincial, et communal. L'information collectée sur le terrain doit remonter vers les décideurs nationaux, tout en alimentant les stratégies régionales. Cela nécessite des circuits de communication fluides, des plateformes de concertation inter-institutionnelles, et des mécanismes d'alignement stratégique.
De ce fait, les analyses frontales deviennent non seulement des instruments de connaissance, mais également des outils de médiation entre les attentes locales et les arbitrages nationaux.

## Pour un Maroc résolument tourné vers la gouvernance de proximité

Le Maroc s'est engagé sur la voie d'un développement inclusif, durable et équitable. Pour honorer cet engagement, il lui faut des outils à la hauteur de ses ambitions. Les analyses socio-économiques de proximité, en ce qu'elles reconnectent les politiques aux réalités, constituent une réponse moderne, humaine et pragmatique à la complexité du développement. Elles permettent non seulement de renforcer la pertinence des politiques publiques, mais également de restaurer la confiance des citoyens, d'améliorer la transparence institutionnelle, et de favoriser une répartition plus équitable des ressources.
En s'ancrant dans les territoires, elles accompagnent la construction d'un Maroc rasséréné, solidaire, et lucide quant à ses défis. Ce modèle d'action publique territorialisée, fondé sur l'écoute, la connaissance et l'engagement partagé, est l'un des socles indispensables d'une gouvernance éclairée, conforme aux orientations royales. Il est aussi, à bien des égards, une clef pour transformer les aspirations citoyennes en politiques efficaces, justes, et durablement ancrées dans la réalité marocaine.

> **Les analyses socio-économiques de proximité constituent une réponse moderne, humaine et pragmatique à la complexité du développement.**

N° 1052
LA VERITE
Du 30 mai au 5 juin 2025

Conseil national de la presse

# Le projet de loi qui relance les débats

Le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mehdi Bensaïd, a annoncé, devant la Chambre des représentants le 26 mai, la préparation d'un nouveau texte de loi relatif au Conseil national de la presse (CNP). Une annonce qui intervient dans un contexte de crispation autour de l'avenir de cette instance, fragilisée par des prolongations répétées et un déficit de légitimité.

## Un texte dans les tuyaux, mais encore flou

D'après le ministre, une première version formelle du projet a déjà été examinée par le gouvernement. L'objectif affiché est de tirer les leçons de l'expérience passée pour adapter le cadre juridique aux évolutions du secteur. Officiellement, il s'agit de renforcer l'autorégulation, d'améliorer l'organisation de la profession, et de garantir un fonctionnement plus efficace du Conseil.

Mais au-delà des intentions, les contours de cette réforme restent flous. Le ministre évoque une concertation à venir avec les professionnels du secteur, sans donner plus de détails sur les nouvelles dispositions envisagées. Le flou persiste donc sur le mode de gouvernance, les missions du futur Conseil, ou encore les conditions d'éligibilité des membres.

## Une institution en sursis depuis 2022

Le Conseil national de la presse est, depuis deux ans, dans une situation juridique anormale. Son mandat initial a pris fin en octobre 2022, et faute d'élections internes, le gouvernement a opté pour une prorogation exceptionnelle, par décret, renouvelée depuis. Cette gestion provisoire a été critiquée à plusieurs reprises, certains y voyant une atteinte à l'indépendance de la profession.

L'annonce de Mehdi Bensaïd apparaît donc comme une tentative de sortir de cette impasse. Mais la méthode reste sous surveillance. Les syndicats de journalistes, les éditeurs et de nombreux observateurs attendent des garanties sur le respect de l'autonomie du secteur, dans un contexte marqué par une précarité croissante des médias, des tensions politiques autour de la liberté d'expression, et une méfiance du public envers la presse.

## Un débat politique autant que professionnel

La question du devenir du CNP dépasse le strict cadre technique. Elle touche à l'équilibre entre autorégulation et intervention publique, entre liberté de la presse et responsabilité sociale. L'article 28 de la Constitution garantit la liberté de la presse, mais insiste aussi sur son organisation démocratique. C'est cette ligne de crête que devra emprunter le nouveau texte.

En relançant le chantier législatif, le ministère joue une carte sensible. Si le projet de loi veut convaincre, il devra éviter toute tentation de reprise en main institutionnelle, tout en apportant des solutions concrètes aux carences actuelles du Conseil.

Territoires en première ligne

# La santé se réinvente

Par Fayçal El Amrani

Avec le lancement du premier groupement sanitaire territorial dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, le pays engage une réforme décisive de son système de santé. Gouvernance régionalisée, gestion autonome des établissements, redéfinition des statuts, innovations numériques : une transformation profonde s'amorce, sur fond de concertation sociale et de projection nationale.

## Une nouvelle architecture sanitaire portée par les régions

Le système de santé public vit un moment charnière. Pour la première fois, un groupement sanitaire territorial (GST) s'apprête à entrer en fonction dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Ce lancement, confirmé par le ministre de la Santé lors de son intervention devant la Chambre des représentants, marque la mise en route concrète d'une réforme stratégique amorcée il y a deux ans.

Les GST, nouveaux établissements publics à l'échelle régionale, auront pour mission de piloter toute la politique de santé sur leur territoire : organisation des soins, gestion des ressources humaines, budgets, équipements, parcours de santé… Chaque région disposera à terme de son propre GST, avec un modèle de gouvernance autonome, renforcé par un conseil d'administration composé de représentants ministériels, professionnels et institutionnels.

La nomination du directeur général du premier GST a été validée lors du dernier Conseil des ministres. Trois textes réglementaires sont attendus pour encadrer ce basculement : un décret définissant le statut-type des professionnels de santé, un arrêté précisant les modalités d'élection de leurs représentants, et un texte fixant la date de démarrage officiel.

## Ressources humaines : une réforme sensible mais concertée

Près de 9.900 professionnels de santé seront concernés dans la seule région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Leur redéploiement, leur encadrement administratif, mais aussi leur rémunération font l'objet d'un dialogue actif entre le ministère et les partenaires sociaux. Le SNESUP, les syndicats sectoriels et les représentants médicaux ont été associés à toutes les étapes.

Les discussions portent notamment sur la centralisation des salaires, la conservation du statut de fonctionnaire public, et l'introduction d'une rémunération variable selon les zones géographiques. Le ministère travaille aussi à un statut spécifique des professionnels au sein des GST, censé renforcer l'attractivité de certaines régions sous-dotées.

Un recensement détaillé des effectifs et de leurs situations administratives a été lancé pour garantir une transition fluide, sans interruption du service public.

## Une gouvernance modernisée et des outils repensés

La mise en place du premier conseil d'administration régional impose un important travail de fond : organigrammes, règlements intérieurs, transfert des biens immobiliers et mobiliers de l'État, référentiels budgétaires… Tout un nouveau cadre de pilotage est en cours d'élaboration, en étroite coordination avec le ministère de l'Économie et des Finances.

L'enjeu est de taille : créer une chaîne de décision plus agile, plus proche du terrain, mais aussi transparente et conforme aux exigences de performance. Chaque GST devra produire son propre programme annuel de santé, en lien avec les réalités locales, et assurer sa mise en œuvre en toute autonomie.

## Santé numérique : la région nord comme laboratoire pilote

La digitalisation du système de santé est l'un des piliers de cette réforme. La région nord servira de terrain d'expérimentation pour un vaste déploiement de solutions numériques. Vingt hôpitaux seront dotés d'un système d'information hospitalier intégré (SIH), et 289 centres de santé de proximité bénéficieront d'une infrastructure numérique avancée.

Parmi les innovations annoncées : plateforme régionale de prise de rendez-vous, carnet de vaccination électronique, base de données patients interconnectée, intégration numérique des programmes de santé publique. Ces outils doivent améliorer la continuité des soins, réduire les délais d'attente et renforcer le suivi épidémiologique.

## Une planification médicale fondée sur les besoins réels

Un programme médical régional a été élaboré en collaboration avec le CHU de Tanger, la direction régionale de la santé et plus de 60 praticiens issus du territoire. Il repose sur une analyse détaillée de l'offre et de la demande dans 37 spécialités médicales.

Le diagnostic a permis de cibler les priorités à court et moyen termes : oncologie, chirurgie, santé mentale, santé maternelle et infantile, urgences. Plus de 350 recommandations concrètes ont été formulées pour renforcer les équipements, fluidifier les parcours de soins, et structurer les filières régionales.

Cette approche fondée sur les données et l'intelligence collective préfigure le fonctionnement à venir de tous les GST du Royaume.

N° 1052
LA VERITE
Du 30 mai au 5 juin 2025

## Diplômes sans lendemain

# QUAND LE MÉRITE NE SUFFIT PLUS À TRACER UN AVENIR

**Ils étaient censés ouvrir les portes de l'avenir. Mais aujourd'hui, les diplômes universitaires marocains peinent à garantir un emploi, une reconnaissance ou même une crédibilité. Entre scandales de falsification, saturation des filières, chômage massif des lauréats et fuite des talents, l'université publique semble avoir perdu sa mission première. La Vérité lève le voile sur une institution en crise, de plus en plus désertée par la jeunesse et délaissée par les réformes.**

**Par Sanae El Amrani**

**L'UNIVERSITÉ MAROCAINE** a longtemps été perçue comme un levier d'ascension sociale, un lieu de savoir et de mérite. Mais cette image s'efface, année après année. Plus de 1,3 million d'étudiants s'entassent aujourd'hui dans des amphithéâtres surchargés, au sein d'un système mal financé, déconnecté du monde du travail et miné par les scandales. Une question se pose alors, douloureuse mais inévitable : que vaut encore un diplôme universitaire au Maroc ? Face à l'inaction politique et à la perte de crédibilité, c'est toute une génération qui doute. Et tout un pays qui risque de perdre sa relève.

N° 1052
LA VERITE
Du 30 mai au 5 juin 2025

L'affaire Ibn Zohr

# La dérive confirmée d'un système sans garde-fous

L'université Ibn Zohr d'Agadir a récemment replongé le débat sur l'intégrité académique au cœur de l'actualité. Le 13 mai 2025, une commission d'inspection centrale a été dépêchée sur place après la révélation d'un scandale impliquant un enseignant de droit, coordinateur du master « Système pénal et gouvernance sécuritaire ». Ce dernier est soupçonné d'avoir monnayé des accès aux diplômes de master et de doctorat, en lien avec des figures politiques locales. Il a été placé en détention provisoire à la prison de l'Oudaya, tandis que les auditions se poursuivent dans un climat de forte pression médiatique.

Ce n'est pas un cas isolé. Quelques mois plus tôt, au début de 2025, plusieurs étudiants de la faculté de droit de Casablanca ont dénoncé des pratiques de favoritisme dans l'attribution des notes et des accès aux soutenances. En avril 2024, des accusations de plagiat toléré ont été relayées dans des cercles universitaires à Marrakech et à Kénitra, sans qu'aucune enquête officielle ne soit engagée.

Déjà en 2021, l'université Hassan Ier de Settat avait été secouée par une affaire de chantage sexuel impliquant cinq enseignants, poursuivis pour harcèlement et abus d'autorité. Si certains ont été suspendus, d'autres ont retrouvé leur poste après quelques mois, ce qui a contribué à banaliser ce type de dérives. Ces affaires, anciennes ou récentes, brossent le portrait d'un système vulnérable, sans garde-fous. Le diplôme, censé être le fruit du mérite et de l'effort, devient parfois un simple objet d'échange. L'encadrement académique perd sa légitimité, les étudiants ne savent plus à qui faire confiance, et le silence des tutelles alimente le soupçon. Ce climat délétère fragilise toute l'architecture de l'université publique.

Un système saturé

# 1,3 million d'étudiants pour des infrastructures dépassées

L'université marocaine fait face à une pression démographique sans précédent. Pour l'année universitaire 2024-2025, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités publiques a atteint 1,3 million, enregistrant une hausse de 5,9 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance est alimentée par l'arrivée de 344 679 nouveaux étudiants, dont 91 % se sont inscrits dans les établissements publics.

Cette explosion des effectifs exerce une pression insoutenable sur les infrastructures universitaires. Les établissements à accès ouvert affichent un taux d'occupation alarmant de 258 % par rapport à leur capacité prévue. Dans certaines facultés, les amphithéâtres débordent, les cités universitaires sont saturées, et les encadrants n'ont plus la capacité matérielle de suivre correctement les étudiants.

Face à cette situation, le ministère de l'Enseignement supérieur a annoncé une réforme ambitieuse dotée d'un budget de 16,43 milliards de dirhams pour l'année 2025, visant à améliorer la qualité et l'accessibilité de l'université marocaine. Cependant, une part importante (60 %) de ce budget reste consacrée aux salaires, ce qui limite les investissements dans les infrastructures et les services aux étudiants.

Par ailleurs, la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un financement de 120 millions d'euros pour le programme d'appui à la transformation pour une université marocaine digitale, entrepreneuriale et inclusive (UM4.0). Ce programme vise notamment la construction et l'équipement de la Faculté de médecine et de pharmacie de Béni Mellal, la construction de cinq cités universitaires de 1 500 lits chacune, ainsi que la mise en place de dix centres de codage agiles.

Malgré ces efforts, le modèle massifié de l'université marocaine, fondé sur des filières à accès ouvert, est devenu un entonnoir d'attente. L'université ne sélectionne plus, elle absorbe. Elle ne forme plus, elle contient. Et ce basculement n'est plus tenable.

N° 1052 LA VERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

Recherche scientifique

# Des avancées notables, des défis persistants

Le Maroc affiche depuis plusieurs années l'ambition de devenir un pôle régional de savoir et d'innovation. Cette volonté se traduit par des progrès tangibles dans le domaine de la recherche scientifique, même si des défis importants subsistent.

## Des progrès visibles dans les classements

Selon le classement « AD Scientific Index » 2025, l'Université Mohammed V de Rabat occupe la 24e place en Afrique et la 983e au niveau mondial. L'Université Cadi Ayyad de Marrakech (37e en Afrique) et l'Université Hassan II de Casablanca (40e) renforcent également la présence marocaine dans les classements académiques internationaux. En 2024, l'Université Hassan II est même entrée pour la première fois dans le prestigieux classement de Shanghai, dans la tranche 901–1000.

Ces avancées montrent que les universités marocaines parviennent, malgré des moyens souvent limités, à se hisser à un niveau honorable dans la production scientifique. Elles traduisent aussi les efforts engagés dans l'encadrement des doctorants et le soutien aux enseignants-chercheurs.

## Des dispositifs d'accompagnement en développement

Le Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST) propose des bourses d'excellence de 3 000 dirhams par mois sur trois ans pour les doctorants, et lance régulièrement des appels à projets en partenariat avec des institutions internationales. L'objectif est de favoriser la recherche appliquée, les publications de haut niveau et les collaborations transversales.

Parallèlement, des établissements comme l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), portée par le Groupe OCP, structurent une recherche orientée vers l'innovation, le développement durable et les besoins stratégiques du continent africain. Le centre « AI Movement », basé à Benguerir, travaille notamment sur des solutions d'intelligence artificielle pour les défis sociaux et environnementaux.

## Une dynamique freinée par des limites structurelles

Malgré ces efforts, le Maroc consacre environ 0,7 % de son PIB à la recherche scientifique, bien en dessous de la moyenne mondiale (2,2 %). Le manque de laboratoires bien équipés, la rareté des financements compétitifs et l'absence d'une politique nationale de valorisation des résultats pèsent lourdement sur la capacité d'innovation.

Dans les universités publiques, beaucoup d'enseignants-chercheurs publient à leurs frais, souvent sans reconnaissance institutionnelle. La recherche reste rarement intégrée dans les critères de promotion ou dans la gestion des carrières. Le secteur privé, de son côté, reste peu impliqué, ce qui empêche la création d'un écosystème innovant reliant entreprises et universités.

## Diplômés sans emploi

# Le piège de l'insertion

Le diplôme universitaire, censé ouvrir les portes de l'autonomie et de l'insertion professionnelle, ne garantit plus aujourd'hui une réelle stabilité au Maroc. Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes Marocains décrochent leur licence, leur master ou même leur doctorat, mais se retrouvent confrontés à un marché de l'emploi étroit, saturé et souvent déconnecté de leur parcours académique. Selon les dernières données du Haut-Commissariat au Plan, le taux de chômage des détenteurs d'un diplôme supérieur atteint 19,4 %, un chiffre nettement plus élevé que la moyenne nationale, qui s'établit à 13,3 %. Ce décalage, persistant depuis plusieurs années, traduit une inadéquation structurelle entre le système universitaire et les capacités réelles du tissu économique.

Ce retard d'intégration dans la vie active est d'autant plus préoccupant que les jeunes diplômés mettent en moyenne près de onze mois pour décrocher un premier emploi. Durant cette période, beaucoup sont contraints d'enchaîner les stages non rémunérés, les petits boulots précaires ou d'intégrer des filières professionnelles qu'ils n'ont jamais envisagées. Le diplôme devient alors une promesse suspendue, un acquis sans perspective, qui alimente un profond sentiment de frustration. De nombreux lauréats se retrouvent piégés dans des cycles d'attente ou de reconversion improvisée, sans accompagnement structuré.

Ce constat touche particulièrement les diplômés issus des filières à accès ouvert comme le droit, les lettres ou les sciences humaines qui représentent l'essentiel des effectifs universitaires. Malgré l'engagement des enseignants et les réformes ponctuelles, ces formations souffrent d'un manque de débouchés concrets et de l'absence de passerelles solides avec le marché du travail. Une étude publiée en 2024 souligne que le taux d'insertion professionnelle des diplômés universitaires reste inférieur à la moyenne nationale, atteignant 68,1 %, et tombe même à 66 % pour les diplômés de la formation professionnelle post-bac.

Face à cette impasse, une partie croissante de la jeunesse qualifiée envisage l'émigration. De nombreux pays européens et nord-américains ont assoupli leurs conditions de visas pour les diplômés marocains, notamment dans les domaines de l'ingénierie, des soins de santé ou du numérique. Ce phénomène de fuite des talents, observé par plusieurs analystes, prend une ampleur préoccupante. Des profils brillants, souvent formés grâce à des financements publics ou à des bourses d'excellence, choisissent de faire carrière à l'étranger, faute de perspectives claires dans leur pays d'origine.

Si des dispositifs d'insertion professionnelle existent, ils peinent encore à répondre à l'ampleur du problème. Les partenariats entre universités et entreprises restent trop peu développés, les formations manquent d'outils d'orientation et les cellules d'accompagnement à l'emploi sont souvent sous-dotées. Pour redonner du sens au parcours universitaire, il devient urgent de repenser la place du diplôme dans l'économie nationale en renforçant l'employabilité, en adaptant les contenus pédagogiques aux évolutions du monde du travail et en valorisant les compétences transversales, aujourd'hui largement ignorées.

N° 1052 LA VERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

L'insertion professionnelle des jeunes diplômés

# Entre défis persistants et initiatives émergentes

Au Maroc, l'insertion professionnelle des jeunes diplômés demeure un enjeu majeur, malgré les efforts déployés pour améliorer la situation. Les données récentes du Haut-Commissariat au Plan (HCP) indiquent que le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur s'élève à 19,4 % au premier trimestre 2025, un chiffre supérieur à la moyenne nationale de 13,3 % . Cette réalité souligne une inadéquation persistante entre les formations universitaires et les besoins du marché du travail.

Les jeunes diplômés, notamment ceux issus des filières à accès ouvert telles que les lettres, le droit ou les sciences humaines, rencontrent des difficultés accrues pour s'insérer professionnellement. Une étude publiée en 2024 révèle que le taux d'emploi des diplômés universitaires reste inférieur à la moyenne nationale, atteignant 68,1 %, et tombe même à 66 % pour les diplômés de la formation professionnelle post-bac . Cette situation engendre un sentiment de frustration et de déclassement social chez de nombreux lauréats.

Face à ces défis, le gouvernement marocain a lancé en mars 2025 une « Feuille de route pour l'emploi », visant à ramener le taux de chômage à 9 % d'ici 2030 et à créer 1,45 million de nouveaux emplois . Cette stratégie repose sur plusieurs axes, notamment le soutien aux très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), la modernisation des politiques actives d'emploi, la promotion de l'insertion des femmes et des jeunes, ainsi que le renforcement des politiques de formation. Une enveloppe budgétaire de 15 milliards de dirhams a été mobilisée pour concrétiser cette ambition.

Par ailleurs, des initiatives telles que le programme IDMAJ de l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) visent à faciliter l'insertion des jeunes diplômés sur le marché du travail. Ce programme encourage les entreprises à embaucher de nouveaux demandeurs d'emploi par des contrats d'insertion, avec des conditions avantageuses tant pour les employeurs que pour les candidats.

Malgré ces efforts, la fuite des cerveaux demeure une préoccupation majeure. Chaque année, entre 2 000 et 3 000 ingénieurs marocains quittent le pays, représentant une perte significative de talents formés localement . De plus, environ 600 à 700 médecins marocains émigrent annuellement, exacerbant la pénurie de professionnels de santé dans le pays . Ces départs sont souvent motivés par des perspectives de carrière plus attractives à l'étranger, notamment en termes de conditions de travail et de rémunération.

Pour inverser cette tendance, il est impératif de renforcer les liens entre le monde académique et le marché du travail, en adaptant les formations aux besoins économiques et en valorisant les compétences des jeunes diplômés. La réussite de ces réformes dépendra de leur mise en œuvre effective et de la capacité des acteurs concernés à collaborer de manière cohérente et coordonnée.

Une université en quête de sens

# Repenser la mission publique

Au fil des décennies, l'université marocaine a élargi ses effectifs, multiplié ses antennes régionales et ouvert ses portes à un nombre croissant d'étudiants. Pourtant, cette démocratisation quantitative s'est accompagnée d'une perte progressive de repères sur le plan intellectuel, social et institutionnel. Ce que l'on appelait autrefois un lieu de production du savoir, de critique et de transmission s'est transformé en un espace d'attente, d'incertitude et, parfois, de désenchantement. Ce basculement pose aujourd'hui une question fondamentale : à quoi sert encore l'université publique dans un Maroc en pleine mutation ?

Le recul du rôle formateur de l'université ne tient pas seulement à la massification ou à l'évolution du marché du travail. Il résulte aussi d'un désengagement progressif de l'État en matière de pilotage, de financement et de vision. Le budget consacré à l'enseignement supérieur reste l'un des plus faibles parmi les pays émergents, avec moins de 0,8 % du PIB, et la part dédiée à la recherche scientifique est encore plus réduite. Les enseignants-chercheurs, confrontés à une surcharge de travail et à une précarisation croissante, peinent à remplir pleinement leur double mission pédagogique et scientifique. Dans certains établissements, le manque d'encadrement pédagogique ou de moyens techniques fragilise la crédibilité même des formations.

Ce vide stratégique est d'autant plus visible qu'en parallèle, des établissements à gouvernance autonome et à financement structuré ont émergé. C'est le cas de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), portée par le Groupe OCP, qui représente aujourd'hui un modèle d'excellence scientifique, de partenariats internationaux et d'innovation pédagogique. Elle attire de nombreux étudiants marocains et africains autour de thématiques de pointe, dans un cadre moderne et résolument tourné vers l'avenir. Si ce modèle ne prétend pas remplacer l'université publique, il montre cependant ce que peut devenir un pôle d'enseignement supérieur lorsque l'investissement, la vision et l'ambition sont réunis.

Cette coexistence entre universités publiques sous pression et établissements d'excellence bien dotés soulève toutefois un enjeu majeur : celui de l'équité. Comment garantir que l'accès au savoir, à la recherche et à la formation de qualité ne devienne pas un privilège réservé à certains, mais reste un droit pour tous ? Le risque n'est pas tant la concurrence entre modèles, que l'apparition d'une fracture durable entre une université d'élite et une université de masse.

Repenser la mission publique de l'université, ce n'est pas revenir à un modèle idéalisé du passé. C'est au contraire redéfinir ses priorités dans un monde en transformation : valoriser la pensée critique, relier les formations aux besoins de la société, encourager la créativité des étudiants, et faire de l'université un moteur de souveraineté intellectuelle, culturelle et économique. Le Maroc de demain ne se construira pas sans une université forte, ancrée dans son temps et portée par une vision claire.

N° 1052 LAVERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

Le secteur informel au Maroc

# Un géant énigmatique au cœur de l'économie

**Imaginez une armée silencieuse de plus de deux millions d'artisans, de commerçants, de prestataires de services et d'ouvriers du BTP, œuvrant chaque jour dans l'ombre des circuits formels, sans bureau fixe ni reconnaissance officielle, mais contribuant pourtant massivement à l'économie marocaine. Ce paysage, aussi dynamique que complexe, est révélé par la récente Enquête nationale sur les Unités de Production Informelles (UPI) 2023/2024, publiée ce mercredi 28 mai 2025 par le Haut-Commissariat au Plan (HCP). Le rapport met en lumière un secteur en pleine mutation, entre précarité et résilience.**

**Par Mohammed Taoufiq Bennani**

## Une expansion urbaine, portée par les micro-unités

Avec 2,03 millions d'unités de production informelles, le secteur a connu une croissance remarquable de plus de 353.000 unités depuis 2014. Cette progression se concentre essentiellement en milieu urbain (77,3% des UPI), avec la région de Casablanca-Settat en tête (22,7%). Fait marquant : 85,5% de ces unités ne comptent qu'une seule personne, illustrant un modèle entrepreneurial ultra-minimaliste.

## Commerce en tête, mais diversification en marche

Si le commerce domine (47% des UPI), son hégémonie s'érode légèrement au profit des services (28,3%) et du BTP (11,6%). En termes de production, le commerce reste leader (30%), suivi de près par l'industrie (27,7%) et les services (24%). Le commerce de détail représente à lui seul 63,9% de cette activité, soulignant son rôle central dans le quotidien des Marocains (UPI : unités de production informelles).

## Sans adresse fixe, mais pas sans défis

Plus de la moitié des UPI (55,3%) opèrent sans local professionnel fixe, et 4,6% travaillent depuis leur domicile. Le BTP est le plus touché par cette réalité (90,2% des unités), ses acteurs intervenant majoritairement chez les clients. Les raisons ? Des contraintes financières (42,9%) ou la nature même de l'activité (42,5%). Par ailleurs, l'accès aux infrastructures de base (eau, assainissement, internet) reste un luxe pour beaucoup, surtout pour les micro-unités.

## Un secteur largement invisible aux yeux de l'administration

La formalisation est encore un mirage : seulement 14,2% des UPI sont inscrites à la taxe professionnelle, 9,8% affiliées

## Formalisation : entre ambitions politiques et obstacles persistants

Transformer le secteur informel en une économie structurée représente un défi de taille pour le Maroc. Pourtant, les dispositifs actuels peinent à convaincre. Preuve en est : le statut d'auto-entrepreneur, pourtant conçu pour simplifier l'intégration, ne séduit que 1,7% des unités informelles. Les démarches traditionnelles, tel que l'inscription à la taxe professionnelle ou l'affiliation à la CNSS, ne font guère mieux, affichant des taux d'adhésion dérisoires.
Certes, les unités dotées d'un local fixe franchissent plus facilement le pas. Mais pour la majorité, les freins restent tenaces à cause de la nature éphémère des activités, la précarité financière, ou les barrières structurelles. L'accès au crédit bancaire, par exemple, relève souvent du parcours du combattant, entre garanties inaccessibles et statut juridique inadapté.
En somme, malgré les efforts, le fossé entre politique publique et réalité du terrain persiste. Comment, alors, concevoir des solutions qui épousent les spécificités de ce secteur tout en le tirant vers le formel ? La question demeure entière.

à la CNSS, et 1,7% bénéficient du statut d'auto-entrepreneur. Même les unités disposant d'un local peinent à s'enregistrer, révélant une méfiance ou une méconnaissance des démarches administratives. Le BTP, encore une fois, est à la traîne.

### La contrainte économique, moteur principal

Pour 68,3% des chefs d'UPI, la création de leur activité est avant tout une réponse à la nécessité économique. Cette motivation est encore plus forte chez les femmes (71,9%, contre 65,1% pour les hommes), bien que leur présence à la tête des UPI reste marginale (7,6%) et en recul depuis 2014. Elles rencontrent aussi plus de difficultés à concilier vie professionnelle et familiale (30% contre 8,1% pour les hommes). Une lueur d'espoir : le niveau d'instruction des chefs d'UPI s'améliore, avec une hausse des diplômés du secondaire.

### Autofinancement, une règle, l'exception c'est le crédit

Le secteur fonctionne majoritairement en autarcie financière : 72,2% des UPI dépendent de l'autofinancement. Le recours au crédit bancaire (1,1%) ou au microcrédit (0,8%) est anecdotique, et seuls 2,1% des chefs d'unités ont un compte bancaire dédié. Les obstacles ? Un refus de s'endetter (56,6%), des garanties trop élevées, ou simplement l'absence de besoin perçu.

### Emploi : un pilier fragile

L'emploi informel représente un tiers de l'emploi non agricole (33,1%), avec 2,53 millions de postes en 2023. Le commerce en absorbe près de la moitié (44,1%). Mais les conditions restent précaires : 10,4% seulement des emplois sont salariés, 60% des travailleurs n'ont aucun contrat, et 77% sont recrutés via le bouche-à-oreille.

### Une contribution économique en mutation

Si la part du secteur informel dans la production nationale a reculé (10,9% en 2023 contre 15% en 2014), sa valeur absolue a progressé pour atteindre 226,3 milliards de dirhams. Preuve que le secteur génère plus de richesse, mais perd du terrain face à la croissance du formel. Autre donnée frappante : les 20% d'unités les plus productives génèrent 65,4% de la valeur ajoutée totale, révélant une forte concentration des richesses.

### Des liens de plus en plus forts avec le formel

Les échanges entre secteurs informel et formel s'intensifient : 33,7% des UPI s'approvisionnent désormais auprès d'entreprises formelles (contre 18,2% en 2014). Les ventes au secteur formel, bien que modestes (2,4% en 2023), ont aussi progressé.

### Un secteur vital, mais à la croisée des chemins

Le secteur informel marocain est un géant aux pieds d'argile : vital pour l'emploi et l'économie, mais miné par la précarité, le manque de protection sociale et un accès limité aux ressources. Alors que ses liens avec le formel se renforcent, une question cruciale se pose : comment intégrer ces millions d'unités dans l'économie structurée, pour améliorer les conditions de travail et optimiser leur contribution au développement national ? Le défi est de taille, mais indispensable pour l'avenir du Maroc.

N° 1052 LA VERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

# OCP sécurise 365 millions d'euros **pour accélérer sa transition verte** avec l'appui stratégique de l'Italie

Le Groupe OCP vient de franchir un nouveau cap dans sa stratégie de transformation durable. En obtenant un financement de 365 millions d'euros auprès du groupe italien SACE, l'acteur mondial des engrais phosphatés s'adosse à une mécanique financière innovante, tout en renforçant les liens entre le Maroc et l'Italie dans un contexte de recomposition des partenariats économiques internationaux. L'accord signé s'inscrit dans le cadre du "Green Finance Framework" de l'OCP et repose sur la stratégie italienne dite « Push » visant à appuyer ses entreprises nationales dans des projets structurants à l'étranger. Il ne s'agit donc pas simplement d'un crédit export, mais d'une convergence d'intérêts entre ambitions écologiques, diplomatie économique et innovation industrielle.

Structuré avec l'appui de BNP Paribas et du Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB), ce crédit non lié bénéficie d'une couverture intégrale assurée par SACE, groupe italien spécialisé dans l'accompagnement des exportations et filiale du ministère italien de l'Économie et des Finances. Ce financement permettra à OCP d'avancer dans la mise en œuvre de son plan d'investissement vert de 13 milliards de dollars prévu pour la période 2023–2027, axé sur une triple transformation : énergétique, hydrique et industrielle. Parmi les objectifs fixés : une autonomie totale en eau non conventionnelle dès début 2025, une bascule vers 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2027, et la neutralité carbone complète visée pour 2040, avec des jalons intermédiaires en 2030 pour les scopes 1 et 2.

Cette dynamique répond à des enjeux majeurs pour le Maroc et au-delà. L'OCP, à travers cette opération, réaffirme sa volonté de figurer parmi les champions mondiaux de l'agriculture durable, dans un contexte où la pression climatique et les incertitudes géopolitiques bouleversent les chaînes d'approvisionnement. Le choix d'un partenariat avec SACE n'est pas anodin. L'institution italienne multiplie, depuis la relance de son plan stratégique "Mattei", les initiatives vers l'Afrique, avec une forte volonté de rapprocher les entreprises italiennes des grands donneurs d'ordre du continent. OCP, de par son rayonnement international, constitue un partenaire naturel. À ce titre, l'accord ouvre également la voie à une intensification des relations industrielles avec les fournisseurs italiens, notamment dans les équipements, les énergies renouvelables ou les technologies de dessalement.

L'ambassadeur d'Italie au Maroc, Armando Barucco, a salué cet accord comme une illustration concrète de la synergie entre les ambitions marocaines en matière de durabilité et la volonté italienne de s'implanter davantage dans les grands projets du continent africain. De son côté, Michal Ron, directrice internationale de SACE, a souligné l'importance de cet accord dans le déploiement de la stratégie « Push », en rappelant qu'il s'agit de la première opération de ce type au Maroc, dans un secteur aussi stratégique que la fertilisation durable. Pour OCP, cette signature représente également une reconnaissance de la crédibilité de son cadre de financement vert, validé récemment selon les standards internationaux les plus exigeants.

Karim Lotfi Senhadji, directeur financier du groupe OCP, a rappelé que cette levée de fonds s'inscrit dans une logique de transformation systémique du modèle industriel du groupe. "Ce financement vert inaugural avec SACE témoigne de notre engagement à accélérer la transition vers une industrie propre, tout en garantissant la sécurité alimentaire mondiale par des solutions de nutrition des plantes respectueuses de l'environnement", a-t-il déclaré. En ligne avec sa stratégie globale, OCP investit également dans des unités d'engrais verts, l'optimisation de la chaîne logistique et le développement de l'agriculture régénérative sur plusieurs continents.

Cet accord avec SACE intervient quelques mois après d'autres annonces structurantes, comme l'entrée d'OCP dans des partenariats stratégiques en Afrique subsaharienne et au Brésil, et le renforcement de ses capacités d'innovation à travers sa filière R&D portée par l'Université Mohammed VI Polytechnique. Il confirme la position du groupe comme un levier central de la diplomatie économique marocaine, capable d'attirer des financements à fort impact, tout en exportant son modèle de développement durable. Le financement italien, s'il marque une nouvelle étape, n'est qu'un jalon dans une trajectoire globale où l'ambition verte se conjugue avec l'influence géoéconomique croissante du groupe.

# Banque Populaire et Mastercard misent sur le haut de gamme avec la nouvelle carte Platinum

La Banque Populaire renforce son positionnement sur le segment premium en dévoilant, en partenariat avec Mastercard, une nouvelle carte haut de gamme : la Mastercard Platinum. Cette carte, destinée aux clients exigeants en quête de confort, de sécurité et de services personnalisés, vient enrichir l'offre de la banque en matière de produits de prestige, dans un contexte où les attentes des usagers évoluent vers plus de valeur ajoutée et d'expérience client.

Pensée comme un véritable passeport vers un quotidien plus fluide et raffiné, la Mastercard Platinum offre à ses titulaires un bouquet exclusif d'avantages. Elle permet un accès gratuit à plus de 25 salons VIP à travers le monde, grâce au programme Dragon Pass, une référence pour les voyageurs fréquents. À cela s'ajoute un service de conciergerie internationale disponible 24h/24, capable d'organiser des voyages, des événements ou des réservations sur simple demande. Cette carte s'accompagne aussi de privilèges commerciaux concrets : jusqu'à 30 % de réduction dans plus de 1 600 chaînes hôtelières, 10 % de remboursement sur Booking.com ou encore 15 % de remise sur la location de voitures chez Avis. L'expérience est pensée dans les moindres détails pour accompagner les clients dans leurs déplacements, leurs loisirs et leur quotidien.

Au-delà des privilèges pratiques, la sécurité reste un pilier central de cette nouvelle carte. Elle intègre une couverture d'assurance complète, notamment en cas d'annulation de voyage, de perte de bagages ou de besoin d'assistance médicale à l'étranger. La protection des achats et la garantie étendue renforcent également la confiance des utilisateurs, dans un monde où le paiement électronique est devenu incontournable.

À travers ce lancement, la Banque Populaire réaffirme son engagement en faveur de l'innovation et de l'excellence de service. En s'associant avec Mastercard, acteur mondial des technologies de paiement, la banque adopte une approche stratégique combinant expertise locale et standards internationaux. Cette collaboration témoigne d'une volonté partagée d'accompagner l'évolution des modes de vie et des usages bancaires, en anticipant les besoins d'une clientèle de plus en plus mobile, connectée et exigeante.

La Mastercard Platinum n'est donc pas une simple carte bancaire. Elle incarne une vision renouvelée du service bancaire haut de gamme, alliant technologie, confort et personnalisation. Pour la Banque Populaire, il s'agit là d'une nouvelle étape dans sa transformation continue, et d'un signal fort envoyé à sa clientèle : celle d'un partenaire de confiance, capable de conjuguer proximité et prestige dans un produit à la mesure des ambitions modernes.

N° 1052 LA VERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

Électricité verte

# L'ONEE muscle son réseau grâce à 300 millions d'euros de financements européens

**Par Fayçal El Amrani**

L'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE) vient de conclure un partenariat financier stratégique avec trois bailleurs européens, pour un montant total de 300 millions d'euros. Ce soutien vise à renforcer le réseau national de transport électrique afin de répondre aux enjeux croissants de la transition énergétique du Royaume.

C'est une avancée majeure dans l'architecture énergétique du Maroc. Le 22 mai dernier, l'ONEE a signé un accord tripartite avec la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque allemande de développement (KfW) et l'Union européenne (UE), mobilisant un financement conséquent de 300 millions d'euros, soit environ 3,25 milliards de dirhams. Cette enveloppe permettra d'accélérer la modernisation du réseau électrique national, de soutenir l'intégration des énergies renouvelables et de renforcer la sécurité d'approvisionnement sur l'ensemble du territoire.

Ce financement vise en priorité à développer et étendre plus de 731 kilomètres de lignes de transport électrique, tout en augmentant la capacité d'évacuation du réseau d'environ 1 850 MVA. Un chantier stratégique, tant sur le plan technique que climatique, qui permettra à l'ONEE d'absorber une part croissante d'électricité verte en lien avec l'objectif national d'atteindre 52 % de capacités renouvelables d'ici 2030. Ce seuil pourrait être franchi dès 2027, selon les projections officielles.

La nouvelle infrastructure prévoit également l'automatisation et la digitalisation de certaines composantes du réseau, ainsi qu'un renforcement des interconnexions régionales. Cela intervient dans un contexte marqué par une hausse continue de la demande énergétique, une montée en charge rapide des centrales solaires et éoliennes, et des enjeux croissants liés à la résilience climatique.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Plan de Développement Stratégique 2023-2030 de l'ONEE, doté d'un budget global de 220 milliards de dirhams, dont 177 milliards réservés au secteur de l'électricité. À travers cette vision, l'Office ambitionne de porter la capacité installée à 25 GW d'ici 2035, dont 12,5 GW en énergie propre. Plusieurs chantiers sont en cours, notamment

dans les régions du Sud, qui deviendront des zones clés pour la production et l'exportation d'énergie verte. Parmi eux figure l'autoroute électrique de 3 000 MW reliant Laâyoune au centre du pays, pour une longueur estimée à 1 400 kilomètres.

Cette autoroute jouera un rôle vital dans le transport sécurisé de l'énergie éolienne et solaire produite dans les provinces du Sud. Elle permettra aussi de favoriser l'intégration future de l'hydrogène vert dans le mix énergétique, notamment à travers les projets de Power-to-X actuellement en cours d'étude.

La signature de l'accord s'est déroulée sur le site du parc éolien de Jbel Lahdid, dans la région d'Essaouira, en présence de hauts responsables de l'UE, de la BEI, de la KfW et de l'ONEE. Ce choix n'est pas anodin. Le parc de Jbel Lahdid, d'une puissance de 270 MW, symbolise la réussite marocaine en matière d'énergie éolienne et constitue une pièce maîtresse du Partenariat Vert Maroc–UE, scellé en 2022.

Ce partenariat vise à favoriser la convergence réglementaire, l'investissement privé et la coordination politique autour des objectifs climatiques, dans une logique de codéveloppement entre les deux rives de la Méditerranée. L'Union européenne a mobilisé dans ce cadre 50 millions d'euros de subventions, en complément des 150 millions de la BEI et des 100 millions de la KfW.

Pour Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI, ce partenariat illustre la volonté européenne d'accompagner les pays engagés dans une trajectoire énergétique durable et inclusive. Le Maroc est aujourd'hui un partenaire clé de cette ambition.

Au-delà de l'enjeu purement infrastructurel, ce financement devrait permettre de réduire de 390 000 tonnes de $CO_2$ les émissions nationales annuelles à l'horizon 2030, tout en facilitant la transition énergétique des régions éloignées encore dépendantes des sources thermiques. Plusieurs zones rurales et semi-rurales, notamment dans le Sud et l'Oriental, bénéficieront directement de cette modernisation, qui inclut également la mise en place de postes électriques intelligents capables de s'adapter aux pics de consommation et aux fluctuations climatiques.

Le renforcement du réseau électrique vise également à stimuler la compétitivité industrielle, notamment dans les zones d'accélération industrielle, où la disponibilité d'une énergie propre et fiable devient un critère de localisation stratégique pour les investisseurs étrangers.

Avec déjà 45 % de son électricité produite à partir de sources renouvelables, le Maroc s'impose de plus en plus comme un acteur stratégique de la transition énergétique en Afrique. Le Royaume s'appuie sur une politique volontariste, une ingénierie locale de qualité et des partenariats financiers solides avec ses alliés européens pour bâtir une offre énergétique compétitive, tournée vers l'export. Des projets d'interconnexions électriques avec le Royaume-Uni ou l'Espagne sont à l'étude, dans une perspective de valorisation internationale de l'énergie verte « Made in Morocco ».

L'ONEE, pilier historique du secteur énergétique national, confirme ainsi son rôle central dans la transformation du modèle électrique marocain. En renforçant ses infrastructures avec le soutien de bailleurs européens de premier plan, il consolide la souveraineté énergétique du Royaume tout en ouvrant la voie à une croissance bas carbone durable.

N° 1052 LAVERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

Raja - Marsa Maroc

# Coup d'envoi d'un nouveau **match financier**

**Par Mohammed T. Bennani**

En s'associant à un acteur public stratégique, le Raja Club Athletic entame une transformation historique en société sportive dotée d'un capital de 250 millions de dirhams. Un virage inédit qui pourrait redéfinir l'avenir du football professionnel au Maroc.

Ce n'est plus seulement sur le rectangle vert que se joue l'avenir du Raja Club Athletic. À Casablanca, le club légendaire engage une transformation structurelle de grande ampleur. Longtemps ancré dans une gestion associative, le Raja s'apprête à franchir une étape décisive en devenant une société sportive à part entière, appuyée par un partenaire stratégique issu du secteur public. Le capital initial annoncé s'élève à 250 millions de dirhams. L'objectif est clair : professionnaliser, assainir et relancer un club qui aspire à renouer avec les sommets nationaux et africains.

Depuis plusieurs années, les appels à la réforme interne se sont multipliés au sein du club et dans son environnement. La gouvernance associative a montré ses limites, incapable de garantir une stabilité institutionnelle, ni de soutenir une stratégie de développement à long terme. Le Raja a connu une décennie mouvementée, marquée par une succession rapide de présidences, avec neuf dirigeants différents en huit ans, dont des figures comme Mohamed Boudrika ou Aziz Saddiki. Ces changements incessants ont affaibli la continuité sportive, désorienté les joueurs et fragilisé les finances.

## La fin d'un modèle, le début d'une ère entrepreneuriale

Le projet repose sur un principe de répartition croisée des apports. L'association Raja contribuera à hauteur de 100 millions de dirhams à travers la valorisation de son patrimoine immatériel. Cela comprend les droits d'usage de la marque Raja, l'effectif professionnel, les structures d'entraînement et l'élite issue du centre de formation. Le partenaire public, quant à lui, apportera 150 millions de dirhams en capital, devenant ainsi actionnaire majoritaire.

À la tête de cette future structure, un nom s'impose déjà dans les coulisses : Jawad Ziyat, ancien président du club entre 2018 et 2020, pressenti pour reprendre la main avec un rôle élargi de président directeur général. Considéré comme l'un des rares dirigeants à avoir réussi un redressement des comptes en pleine crise sportive, il bénéficie du soutien d'un collège de sages rassemblant d'anciens présidents, qui ont pesé dans les récentes négociations.

La société Raja sera une entité de droit privé, soumise aux règles de la comptabilité commerciale, de la transparence fiscale et de la gouvernance moderne. Elle sera dirigée par un conseil d'administration et un comité exécutif structuré autour d'un directeur général, d'un directeur administratif et financier, d'un responsable marketing et d'un encadrement technique. L'objectif est double : stabiliser le club en interne, et bâtir une nouvelle trajectoire de croissance.

## Un projet qui s'inscrit dans une logique d'avenir

Cette transformation ne se limite pas à une réforme de façade. Elle s'inscrit dans un contexte stratégique plus large, alors que le Maroc se prépare à coorganiser la Coupe du monde 2030. Ce rendez-vous impose à l'ensemble de l'écosystème sportif un saut qualitatif. Les clubs doivent impérativement améliorer leurs infrastructures, leur modèle économique et leur compétitivité sur le continent.

Pour le Raja, cette mutation est aussi une réponse à l'effritement progressif de ses performances. Le club, finaliste de la Ligue des champions africaine en 2013 et sacré plusieurs fois en Coupe de la CAF, n'a plus disputé de finale continentale depuis 2021. En championnat, les résultats sont irréguliers et les dettes s'accumulent. Le passage en société sportive est donc vu comme une planche de salut, mais aussi comme un levier de reconquête.

La montée en puissance d'un partenaire public dans le capital pose une nouvelle équation : comment préserver l'ADN populaire du Raja, tout en répondant aux exigences d'un pilotage institutionnel rigoureux ? Les promoteurs du projet assurent que l'équilibre sera trouvé. Un comité de liaison avec l'association historique du club est prévu. Il aura pour rôle de garantir la transmission des valeurs et de veiller à ce que les décisions stratégiques restent ancrées dans l'esprit rajaoui.

## Le poids de l'histoire et la pression de l'avenir

Fondé en 1949, le Raja est bien plus qu'un club. C'est un emblème. Une institution née dans un contexte anticolonial, portée dès ses débuts par une classe moyenne engagée, et qui a su tisser des liens puissants avec les quartiers populaires de Casablanca et d'ailleurs. Cette dimension identitaire a souvent été un moteur, mais aussi un facteur de tension. La base des supporters, réputée pour sa fidélité et son exigence, n'accepte ni compromis ni déclin silencieux.

Dans les travées du complexe Raja-Oasis, une phrase revient souvent : "Il faut sauver le club, mais sans le vendre." L'ambition est donc de construire un modèle hybride. Une structure juridique moderne, mais avec une âme enracinée. Une société commerciale, mais sans logique purement spéculative. Cette tension sera l'un des grands défis des mois à venir.

## Une première qui pourrait faire école

Le Raja est aujourd'hui le premier club marocain à formaliser un projet de société sportive structurée autour d'un investissement public. Ce modèle pourrait faire des émules. D'autres clubs de première division suivent avec attention cette transition. Certains envisagent déjà des partenariats similaires avec des établissements financiers ou des groupes industriels. Le mouvement est lancé.

Mais c'est bien à Casablanca que le premier coup d'envoi est donné. Un match complexe, à plusieurs niveaux. Une confrontation entre l'ancien monde associatif et les exigences du XXIe siècle. Entre passion populaire et rationalité économique. Et au cœur de ce match, un club qui refuse de disparaître dans ses souvenirs et choisit d'entrer dans l'ère du sport entreprise avec l'ambition de rester lui-même.

Soueast fait une entrée remarquée au Maroc

# Un nouveau tournant pour le paysage automobile national

**Par Driss El Filali**

Le marché automobile marocain s'apprête à vivre un tournant stratégique avec l'arrivée d'un nouvel acteur international. La marque chinoise Soueast, encore peu connue du grand public marocain, s'installe officiellement dans le Royaume. Cette percée s'opère via un partenariat avec M·Automotiv, filiale du groupe Auto Hall, désignée comme importateur exclusif. Déjà distributeur des marques Renault, Dacia et Alpine, M·Automotiv étoffe ainsi son portefeuille avec un constructeur qui incarne les nouvelles ambitions chinoises à l'export. La cérémonie officielle de lancement est prévue à Casablanca le 24 juin 2025. Mais derrière cette annonce, se dessine une reconfiguration plus profonde du secteur automobile marocain.

Soueast Motor est une coentreprise née en 1995 de l'alliance entre China Motor Corporation (Taïwan), Fujian Motor Industry Group (Chine continentale) et Mitsubishi Motors (Japon). Elle produit des modèles aussi bien sous sa propre marque que pour Mitsubishi, avec une capacité annuelle dépassant les 300 000 unités. Forte de son expertise asiatique, elle ambitionne désormais de conquérir les marchés africains et du Moyen-Orient, en capitalisant sur un positionnement alliant accessibilité, qualité technologique et design contemporain. Cette stratégie d'expansion s'inscrit dans une dynamique plus large de l'industrie automobile chinoise, qui multiplie les implantations sur le continent, comme l'ont déjà fait les marques Chery, Geely ou BYD.

M·Automotiv, pour sa part, n'est pas un nouvel acteur dans l'univers de la distribution. Avec un réseau de sept succursales et sept agents à travers le Maroc, la filiale du groupe Auto Hall dispose de l'un des dispositifs les plus performants du pays. Elle a su s'imposer ces dernières années comme un acteur innovant, misant sur la digitalisation, l'accompagnement client et la diversification de l'offre. L'intégration de Soueast dans son portefeuille devrait lui permettre de répondre à une nouvelle demande, portée par une classe moyenne urbaine en quête de véhicules abordables, fiables et bien équipés.

Les premiers modèles annoncés pour le Maroc devraient inclure des SUV compacts et des berlines conçues pour un usage urbain et périurbain, avec des motorisations thermiques et, à moyen terme, des déclinaisons hybrides ou électriques. Certains prototypes, comme le DX3 ou le DX7, ont déjà été repérés sur d'autres marchés d'export et se distinguent par leur look sportif, leur habitacle connecté et leur performance énergétique. Ces véhicules ont été pensés pour concurrencer les marques généralistes telles que Hyundai, Kia ou Renault, en s'appuyant sur une stratégie de prix agressive sans sacrifier la qualité perçue.

Cette arrivée intervient également dans un contexte d'évolution du cadre réglementaire marocain, avec une pression croissante en faveur de véhicules plus écologiques et l'ouverture progressive à la mobilité électrique. Le Maroc, qui aspire à devenir une plateforme automobile régionale, tant sur le plan industriel que commercial, attire de plus en plus d'opérateurs étrangers. Le succès de l'écosystème Renault-Nissan à Tanger Med, la montée en puissance de Stellantis à Kénitra, et l'annonce d'investissements majeurs dans la production de batteries ou de composants électriques, créent un climat propice à l'arrivée de marques comme Soueast.

Ce nouveau partenariat témoigne également d'un repositionnement de la Chine vis-à-vis du marché marocain. Pékin ne se contente plus de proposer des infrastructures ou des financements dans le Royaume ; elle ambitionne désormais d'y construire une présence économique durable, à travers des marques de consommation visibles et compétitives. Le secteur automobile représente à cet égard une vitrine stratégique. À travers Soueast, ce sont aussi les capacités de la Chine à proposer des produits adaptés, modernes et séduisants qui seront mises à l'épreuve sur un marché réputé exigeant.

Le lancement officiel du 24 juin ne sera donc pas une simple cérémonie commerciale. Il s'agira d'un signal fort pour l'ensemble du secteur automobile marocain. D'autres marques chinoises devraient suivre, accélérant la diversification de l'offre et la reconfiguration des rapports de force entre importateurs historiques et nouveaux entrants. Dans ce jeu, M·Automotiv prend une longueur d'avance, en misant sur un partenaire ambitieux, au moment où le pouvoir d'achat des Marocains impose de repenser l'automobile comme un bien utile, accessible et intelligent.

N° 1052 LA VERITE Du 30 mai au 5 juin 2025

# Maroc, source d'inspiration pour **un monde en quête de sens**

**Par Kenza El Mdaghri**

Depuis Bruxelles, André Azoulay a livré un discours fort sur la singularité du modèle marocain. Dans un monde ébranlé par les crises et en manque de repères, le conseiller de Sa Majesté le Roi a présenté le Maroc comme une terre de convergence, d'enracinement et d'ouverture. Un pays qui ne revendique pas un statut d'exception, mais qui propose, avec lucidité et humanisme, des pistes de réinvention pour des sociétés en quête d'équilibre.

Ce fut bien plus qu'une prise de parole protocolaire. Vendredi soir, dans la salle d'apparat du prestigieux Cercle Gaulois à Bruxelles, le conseiller de Sa Majesté le Roi, André Azoulay, a dressé un portrait puissant et nuancé du Maroc contemporain. Devant plus de 300 personnalités issues du monde diplomatique, politique, académique et culturel, il a rappelé combien le Maroc représente aujourd'hui un modèle singulier de résilience, de diversité et d'innovation humaine.

« Le Maroc est aujourd'hui un réservoir inépuisable et résilient d'idées nouvelles pour réinventer nos sociétés », a affirmé M. Azoulay. Un propos fort, qui résonne comme une réponse marocaine aux crispations identitaires, aux fractures spirituelles et à l'érosion des idéaux universels.

## Une vision marocaine à contre-courant des replis

Dans son intervention, le conseiller royal a mis en miroir deux réalités : d'un côté, l'élan diplomatique, économique, social et culturel du Royaume, et de l'autre, une société marocaine qui, sans jamais céder aux tentations du repli ou du rejet, a su proposer un consensus inédit, enraciné dans ses diversités. Il a salué la capacité du pays à faire de sa pluralité religieuse, linguistique, géographique et culturelle un levier de cohésion et non de fragmentation.

Cette singularité marocaine, a-t-il insisté, n'est ni une posture convenue ni un slogan circonstanciel. Elle est le fruit d'un momentum national porté avec constance par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui incarne une gouvernance enracinée dans les traditions tout en assumant pleinement la modernité et l'ouverture.

## Entre spiritualité, raison et avenir partagé

M. Azoulay a également rappelé combien le Maroc, en tant que terre d'Islam, avance, construit, innove, et s'inscrit dans un projet de société ouvert et solidaire. Un pays qui refuse les fractures spirituelles, et qui œuvre à restaurer le dialogue entre les cultures et les croyances.

Il n'a pas hésité à convoquer les grandes figures du patrimoine universel, comme Ibn Rochd et Maïmonide, pour illustrer cette ambition d'une société éclairée, où la foi ne s'oppose pas à la raison, et où la tradition constitue un socle pour penser l'avenir. Une manière de rappeler que le Maroc puise sa force dans une mémoire millénaire, mais tournée vers l'universel.

## Un hommage à la communauté belgo-marocaine et aux bâtisseurs du lien

L'événement a aussi été l'occasion de saluer le rôle structurant de la communauté marocaine en Belgique, forte de plusieurs centaines de milliers de ressortissants, bien intégrée, enracinée dans les deux rives, et symbole vivant de la richesse des identités croisées. L'ambassadeur du Maroc, Mohamed Ameur, a rappelé avec émotion le parcours de M. Azoulay, qualifié de penseur du futur et héritier d'une tradition millénaire, qui choisit le pont au lieu du mur, l'inclusion à la place de l'exclusion.

De son côté, la présidente du groupe SYENSQO, Ilham Kadri, a rendu hommage à l'engagement tenace et à l'action inlassable du conseiller royal pour défendre les valeurs du dialogue interspirituel, dans un monde où cet engagement devient chaque jour plus précieux.

## Un message universel dans un monde désorienté

Ce discours, prononcé dans une capitale européenne, résonne bien au-delà de la sphère diplomatique. Il porte un message d'équilibre, de sagesse et de construction collective à l'heure où de nombreuses sociétés vacillent, hésitent ou s'enferment. Le Maroc n'y apparaît pas comme une exception prétentieuse, mais comme un acteur serein, qui mise sur l'intelligence des alliances culturelles et sur la solidité du vivre-ensemble.

À une époque où les nations ne sont plus évaluées uniquement à l'aune de leur puissance économique ou militaire, mais aussi par leur capacité à inspirer et à fédérer autour de valeurs durables, le Maroc s'impose, avec constance, comme une source d'inspiration crédible. Non pour donner des leçons, mais pour incarner une voie possible.

• Élisabeth Bauchet-Bouhlal.

## "From Morocco with Love"

# Une vie en œuvres, une passion à partager

**Par Kenza El Mdaghri**

À Marrakech, le Palace Es Saadi accueille l'exposition From Morocco with Love, une traversée intime de soixante ans de création marocaine. Portée par Élisabeth Bauchet-Bouhlal, mécène passionnée et directrice de l'établissement, cette exposition réunit plus de 130 œuvres d'art moderne et contemporain, signées par 65 artistes marocains et étrangers. Bien plus qu'un accrochage, c'est une déclaration d'amour à l'art, à la mémoire et à la rencontre.

• Un tableau de Ahmed Louardiri.

Derrière cette initiative, un parcours discret mais décisif. Issue d'une famille de collectionneurs, Élisabeth Bauchet-Bouhlal entre très jeune dans le monde de l'hôtellerie. « Tous mes collaborateurs avaient 40 ans, j'en avais 25. C'était un vrai défi », confie-t-elle. Mais c'est la rencontre avec son mari, Jamyl Bouhlal, l'un des premiers ingénieurs marocains et proche de Cherkaoui ou Harbawi, qui relance sa passion pour l'art. « Son premier cadeau, c'était un tableau. C'est ce qui nous a rapprochés. »

Ce tableau, signé Ahmed Louardiri, jardinier à Rabat devenu peintre autodidacte, marquera le point de départ de la collection. À l'époque, Jamyl Bouhlal faisait rénover plusieurs hôtels pour l'ONCF et avait choisi d'y faire entrer des œuvres marocaines, refusant les clichés orientalistes. « Je me suis dit : laisse-toi aller », raconte-t-elle. Ainsi naît une démarche profondément personnelle, nourrie d'affinités, de coups de cœur et d'amitiés fidèles.

L'exposition, pensée sans ordre chronologique, fait dialoguer spiritualité, mémoire, traditions et postures sociales. Elle occupe un espace immersif au cœur du Palace, baptisé « Jnan Élisabeth ». Chaque œuvre, chaque artiste, raconte une étape de vie. « À chaque moment de mon existence, correspondait un changement dans l'art marocain. Nous avons avancé ensemble. » Ce projet est donc aussi une biographie émotionnelle, transposée en toile.

Loin des clichés réducteurs souvent associés au regard étranger sur le Maroc, Bauchet-Bouhlal revendique un autre récit. « Les visiteurs avaient une vision trop folklorique. Je voulais montrer que nous avions une scène vivante, enracinée, créative. » Ce constat s'est renforcé lors de ses visites à Doha ou Dubaï, où les musées naissaient grâce à l'importation d'œuvres. « Ici, au Maroc, nous avons un vrai terreau. Nous n'avons pas construit des musées dans le désert. L'art, chez nous, est organique. »

Ce regard sensible s'exprime aussi dans ses choix, à contre-courant. Elle repère très tôt Hassan Hajjaj, dont l'univers pop séduit par sa liberté. « Il flattait mon côté facétieux », dit-elle avec tendresse. Le collectionneur Hicham Daoudi, qu'elle connaît depuis l'enfance, l'accompagne aussi dans cette aventure. « Il m'a tenue par la main dans cette nouvelle scène. »

En 2014, Sa Majesté le Roi Mohammed VI la décore pour son engagement culturel. Un moment de bascule. « Je me suis dit : on compte sur toi, ma vieille. Il faut continuer. » From Morocco with Love devient alors une forme de réponse : un geste de gratitude, un acte de transmission, une invitation adressée au monde. « C'est une carte postale que j'envoie à tous ceux qui aiment ce pays. Venez. Voici mon Maroc, with love. »

N° 1052
LA VERITE
Du 30 mai au 5 juin 2025

Soufiane El Bakkali en majesté

# Rabat célèbre son champion dans un écrin flambant neuf

Par Driss El Filali

## Une ovation pour un champion d'exception

Les tribunes affichaient complet. Un public bouillant, des drapeaux marocains qui flottent, des chants qui résonnent dans toute l'enceinte. C'est dans cette ambiance électrique que Soufiane El Bakkali a pris le départ du 3000 mètres steeple. L'enfant de Fès, double champion du monde et champion olympique en titre, a offert au public de Rabat une démonstration éclatante de puissance, de technique et de lucidité. Il remporte sa course en 8 min 00 s 70, meilleure performance mondiale de l'année, laissant ses poursuivants à plusieurs longueurs. Ce moment de grâce s'inscrivait dans le cadre du Meeting international Mohammed VI, organisé au cœur de la capitale dans un stade fraîchement livré. C'est au fil de la soirée, le 25 mai 2025, que la symbolique s'est dessinée : une nation unie autour d'un champion, une infrastructure flamboyante au service de l'excellence, et une communion rare entre un homme et son public. El Bakkali ne courait pas seulement pour la victoire, il courait pour tout un peuple.

## Une infrastructure stratégique pour les ambitions du Royaume

Le nouveau stade olympique de Rabat n'est pas une simple enceinte sportive. Livré en un temps record, neuf mois seulement, pour un budget avoisinant 496 millions de dirhams, il s'impose comme un modèle de réactivité et de modernité. Doté d'une capacité de 21 000 places, il intègre une piste d'athlétisme homologuée aux standards de World Athletics, ainsi que des installations techniques conçues pour l'accueil des plus grandes compétitions internationales.
Soufiane El Bakkali lui-même a salué la qualité du revêtement, affirmant que la piste rivalisait avec celles utilisées lors des Jeux olympiques. Ce jugement, venant de l'un des meilleurs coureurs mondiaux, vaut bien plus qu'un simple compliment. Il consacre la réussite d'un projet stratégique, pensé pour s'inscrire dans le plan global de montée en gamme des infrastructures sportives nationales.

## Le steeple, terrain de domination marocaine

Dès les premiers mètres, El Bakkali a imposé un rythme maîtrisé. Sa foulée longue, fluide et précise sur les barrières, a rapidement creusé l'écart avec ses adversaires. L'Allemand Frederik Ruppert, deuxième en 8:01.49, et le Kényan Edmund Serem, troisième en 8:07.47, n'ont jamais réussi à menacer le champion marocain. La course fut limpide, stratégique, et parfaitement exécutée.
Ce succès confirme non seulement la domination actuelle d'El Bakkali dans sa spécialité, mais aussi l'excellence de sa préparation à l'approche des Jeux olympiques de Paris. Le choix du timing n'est pas anodin : réussir une telle performance sur sa terre, devant son peuple, à quelques semaines du rendez-vous olympique, relève d'un message clair envoyé à la concurrence.

## Le sport comme vecteur d'unité et de rayonnement

Le Maroc fait du sport une priorité stratégique. Et cette inauguration n'est pas un événement isolé. Elle s'inscrit dans un élan plus large qui vise à renforcer le positionnement du Royaume comme hub régional du sport de haut niveau. Le nouveau stade de Rabat, bien que n'étant pas destiné à accueillir des matchs du Mondial 2030, illustre parfaitement cette dynamique d'investissement ambitieux et structuré.
Les infrastructures sportives à Casablanca, Marrakech, Agadir et Tanger font l'objet d'un vaste programme de modernisation. Mais c'est à Rabat que l'on a choisi de donner le coup d'envoi symbolique de cette montée en gamme, avec en figure de proue un champion qui incarne mieux que quiconque la réussite, l'effort et l'humilité.

## Une soirée mémorable, un avenir prometteur

L'émotion était palpable dans les gradins. Les chants ne se sont pas tus après l'arrivée. El Bakkali a salué le public, les yeux brillants. Il savait que ce moment resterait gravé dans les mémoires. Ce n'était pas seulement une victoire sportive, mais un instant d'unité nationale, une déclaration d'amour entre un peuple et son champion.

Le stade olympique de Rabat entame ainsi sa vie sous les meilleurs auspices. Il ne s'agira pas seulement d'y accueillir des compétitions. Il deviendra, sans nul doute, un lieu de rendez-vous pour les grandes émotions collectives. Et si l'histoire devait s'écrire encore, c'est bien ici qu'elle pourrait commencer.